2,50 F

BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX

MAROC : 2.80 DH

Combat SOCIALISTE

N°21 MERCREDI 25 MARS 1981

François Mitterrand à Rouen

Rendre la France aux Français

(PAGE 3)

Espagne

L'armée lancée contre ETA

(PAGE 7)

LES «OUBLIES» DE LA RECHERCHE

Les ingénieurs, techniciens et administratifs refusent le statut proposé par le gouvernement.

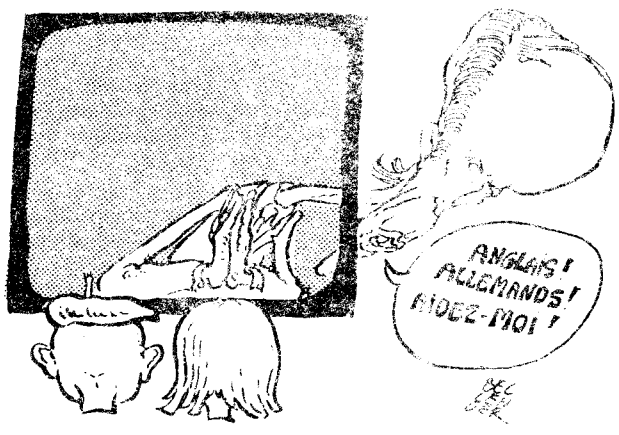
(PAGE 6)

Affaire Curiel: la vérité enlisée

(PAGE 11)

Le sommet européen

GISCARD RENTRE BREDOUILLE DE MAASTRICHT



(PAGE 7)

A « Cartes sur table », le candidat communiste est resté sur une prudente réserve

MARCHAIS : L'ESPOIR AU CONDITIONNEL

Il ne votera pas pour Giscard au second tour, mais hésite encore entre le soutien à François Mitterrand et l'abstention. Le PCF prendra sa décision en fonction des résultats du premier tour.

(PAGE 3)

GEORGES MARCHAIS est un vieux routier de la télévision ; il y a longtemps qu'il n'est plus embarrassé par l'œil des caméras. Aussi, lundi soir, à « Cartes sur table » (Antenne 2), les téléspectateurs ont noté avec intérêt que, pour répondre à une question sur son attitude au second tour de l'élection présidentielle, le candidat communiste s'est référé à un texte écrit.

Peur d'en dire trop ou pas assez ? Georges Marchais est ordinairement assez maître de son propos pour se passer d'un texte écrit. Là, les dirigeants communistes ont voulu une déclaration dont, manifestement, tous les termes avaient été pesés.

« ... Si par hypothèse, car rien n'est réglé, ce sont Giscard d'Estaing et François Mitterrand qui sont présents au second tour, a affirmé le candidat communiste, *je vous dis d'abord que je ne choisirai sûrement pas Giscard d'Estaing. »* Il est exclu que le « candidat anti-Giscard » vote pour le président sortant.

Et Georges Marchais poursuit : *« M'abstenir ? Je ne le souhaite pas. Alors, voter pour François Mitterrand ? Je n'ai jamais dit que je ne le ferai pas, mais cela me pose un problème grave, car il y a là un réel danger. »* Le problème ? Les positions de François Mitterrand. Le danger ? Qu'il gouverne avec la droite. On retombe là dans des refrains connus.

Alors, quoi de nouveau ? A vrai dire, pas grand-chose, mais nous sommes encore loin du premier tour et il reste du temps pour clarifier les positions. Georges Marchais annonce-t-il qu'il s'en tiendra au devoir de tout homme de gauche, qui est de soutenir le candidat de gauche arrivé en tête ? Ou lance-t-il simplement, auprès de ses militants et de l'opinion, un ballon d'essai sur une éventuelle abstention ?

Il espère, pour l'heure, le meilleur score possible en sa faveur. Ambition tout à fait légitime de la part de toute formation politique. On peut, cependant, se demander si la campagne antisocialiste qu'il a menée jusqu'à maintenant, si le sectarisme qu'il a manifesté sont les meilleurs moyens d'élargir l'audience du PCF.

Quoi qu'il en soit, Georges Marchais raisonne, désormais, dans l'hypothèse d'une présence de François Mitterrand au second tour. Et de la victoire éventuelle du candidat socialiste. Ce qui lui permet d'envisager déjà les élections législatives qui suivront. Ce sera une autre étape, et on verra alors si le PCF veut l'aborder dans un esprit constructif et, d'abord, dans le respect de ses partenaires.

Pour l'immédiat, ce sont les travailleurs qui apprécieront le 26 avril. Ensuite, le PCF aura à dire s'il veut réellement chasser Giscard ou si, par son abstention, il préfère lui redonner un bail de sept ans. La question demeure.

Claude GAULT



Qui doit garder les élèves les jours de grève ? Les grévistes, s'entête à affirmer le ministre de l'Education, qui se prépare à promulguer un décret dans ce sens ; le personnel spécialisé, répondent les enseignants, SNI en tête, qui trouvent étrange que Christian Beullac se préoccupe moins de remplacer un instituteur absent que de s'en prendre à une profession jugée trop combative. En fait, derrière cette querelle d'apparence relativement anodine, c'est bien une attaque contre le droit de grève des directeurs et directrices d'établissements scolaires qui se laisse deviner. (Photo Pascal Lebrun)

(Voir notre dossier Education en page 10)

LETTRES OUVERTES

Le conte du prince

par PIEM

J'AI entendu le Prince sur les ondes. Le Prince ! Vous savez bien, le Prince de chez Honda, made in Japan, le Prince Ponia.

Il a tenu à bras le corps des propos made in Ponia.

1. « *Les Français se désintéressent des jeux stériles politiciens.* » Voilà un produit nouveau, importable, exportable et original. Son retour à la surface, comme aurait dit Boulin, laisse supposer que le Prince, lui, ne s'en désintéresse pas.

2. « *Les Français sont inquiets.* » Oh ! là, Prince vous voilà frondeur.

3. « *Car ils savent qu'ils ont...* » deux points ouvrez les guillemets et fermez vos gueules, petit *a* : le pouvoir d'achat qui a augmenté le plus de tous les pays du monde, y compris la Tanzanie et le Costa Rico, et ils — les Français — ont peur que cela ne dure pas. Petit *b* la protection sociale la plus forte du système solaire, y compris Vénus et Uranus, et ils — les Français — ont peur que cela ne dure pas. Petit *c* : la plus forte évolution technologique de la galaxie, y compris la voie lactée et ils — les Français — ont peur que cela ne dure pas. Petit *d* : etc. etc. »

4. « Croyez-moi, monsieur Levaï, tout cela, les Français le savent bien et ils savent aussi que, de l'autre côté, on leur propose... quoi ? »

(Françaises, Français, ne tombez pas dans le piège, ne répondez pas « l'espérance », il vous rirait princièrement au nez, laissez-le, laissez-les dire).

« ... Quoi ? monsieur Levaï. De l'autre côté, c'est l'AVENTURE ! »

Nous demandons à monsieur le Pprince de retirer son sourire avantageux de ses charentaises et le prions de considérer que ce sont les aventuriers qui font avancer le monde, et tant pis pour la nostalgie du présent.

François Mitterrand a visé juste

La réaction épidermique de l'Elysée aux déclarations de François Mitterrand appelle, dès maintenant, deux réflexions :

— d'abord, l'utilisation à des fins purement électorales et partisanes de l'autorité présidentielle, quitte à dévoyer la fonction elle-même. Cela est apparu au grand jour et à tous ;

— ensuite, et surtout, que François Mitterrand a visé juste.

En effet, sans même avoir besoin d'entrer dans le débat sur l'orientation à donner à la politique étrangère française, comment ne pas condamner la manière dont celle-ci est menée :

— actions au coup par coup : cela manque singulièrement d'idées directrices, de conception globale. C'est à croire que l'actuel président ne voit dans la diplomatie qu'une succession d'opérations sans lien particulier, un de ces « coups de bourse » fructueux dont il est coutumier... ;

— grands projets évasifs : nous l'avons bien vu, lors de son voyage au Proche-Orient, tiers monde, lequel reste à l'état d'idée immatérielle ;

— diplomatie secrète : grands problèmes traités dans la coulisse par des conseillers plus ou moins occultes, comme par exemple pour la rencontre de Varsovie et son organisation ;

— mainmise de l'Elysée : quoique cela soit vrai pour tous les domaines de l'action gouvernementale, ça l'est plus encore pour la politique étrangère. Le Quai-d'Orsay est lui-même doublé par les techniciens de l'Elysée... ;

— interventions, prises de positions dans des conflits étrangers : c'est l'aspect le plus scandaleux de ces pratiques. C'était hier le Tchad, le Centrafrique, c'est aujourd'hui le conflit Irak-Iran, et tout cela sans autre raison que quelques intérêts privés, de ceux qui servent le monarque, de la classe dont ils sont l'émanation et le pur produit.

Puissions-nous, en changeant de politique, mettre fin à vos pratiques d'Ancien Régime qui salissent notre image et nous coupent encore un peu plus des pays en voie de développement.

R. BARON
Isère

Le bon sillon

J'ai noté avec satisfaction que notre journal évoluait de jour en jour : nos prises de position et nos idées sont plus marquées, les analyses et les articles se font plus précis, le ton est plus ferme. Le petit malaise que j'avais ressenti lors des deux premiers numéros s'est estompé puis disparu ; le ton du début, un peu trop neutre à mon avis, les interviews de Philippe Dechartre ou de l'ancien directeur de la CIA m'avaient laissé une mauvaise impression, d'autant plus que ces articles n'étaient assortis d'aucun commentaire de la rédaction. Bref, je crois que *Combat socialiste* a su trouver, à présent, le bon sillon. Il faut donc continuer en « améliorant », même si ce n'est pas toujours facile.

Jean BAYSSE
Seine-et-Marne

***Combat socialiste* informe d'abord sur le PS et ses activités ; mais n'est-il pas dans son rôle d'informateur quand il donne la parole à des non-socialistes — et même à des adversaires éventuels — en laissant les lecteurs libres de leur jugement ?**

LE COIN DES CHANSONNIERS

Le rêve passe

Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing touche à sa fin et je pense à tout ce que notre président aurait pu faire.

Il est bon parfois de rêver et d'imaginer des choses qui, hélas pour les hommes du pouvoir ! ont été irréalisables. Comme j'aimerais pouvoir écrire, par exemple, que le président de la République n'a pas abusé des antennes de la télévision, que l'information a été objective, que l'opposition a toujours eu le droit et le même temps de réponse que la majorité.

Que Raymond Barre a lutté efficacement contre le chômage et la hausse des prix, qu'il n'y a pas eu un déficit de notre commerce extérieur, que messieurs Poniatowski et Longuet ont fait toute la lumière sur l'affaire De Broglie.

Oui, j'aimerais pouvoir dire aussi que Christian Bonnet et ses services ont enfin retrouvé l'auteur de l'attentat de la rue Copernic et que les affaires Fontanet et Boulin sont classées ! Qu'il n'y a plus d'écoutes téléphoniques, et que nous avons une justice indépendante de l'Etat.

Mais en réalité, avec ce pouvoir, c'est tout le contraire qui est arrivé, dans un sens c'est peut-être préférable et cela nous rendra la victoire moins difficile, du moins espérons-le.

Comme disait Beaumarchais (et non pas **beau Marchais**), dépêchons-nous de rire de tout de peur d'être obligés d'en pleurer.

Jean-Pierre MARVILLE

ON RECHERCHE

• Vous qui cherchez un livre, un article, un disque, un renseignement d'ordre culturel, écrivez-nous. Chaque semaine, nous publierons gratuitement votre message. Et peut-être un lecteur viendra-t-il vous dépanner ?

Service culturel, *Combat socialiste*, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris.

Météo

Toujours doux

Mardi : le courant d'air océanique continuera à traverser le pays, amenant un temps humide et doux et des températures élevées pour la saison. Les régions situées entre les Alpes et les Pyrénées connaîtront un assez bel ensoleillement. Ailleurs, encore des averses. Vents assez forts venant du Sud-Ouest, encore forts près des côtes de la Manche.

Mercredi : persistance du courant d'air océanique. Pluies sur la moitié nord-ouest du pays. Les températures resteront encore douces.

Mots croisés

PROBLEME N° 23

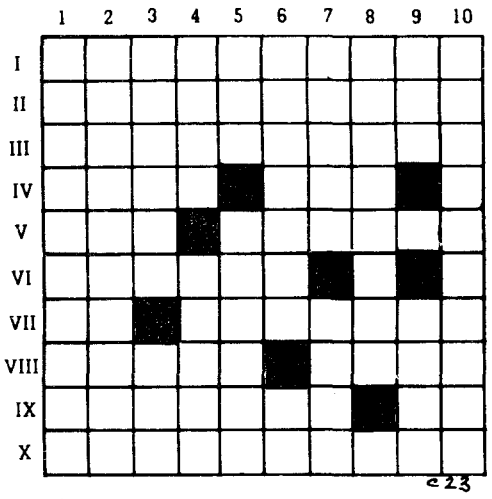
Horizontalement. — I. Où ce qui ne se ressemble pas s'assemble. — II. Vahiné, par exemple. — III. Ville d'Algérie. — IV. Tout à fait déplacé. Fait ce qu'elle peut. — V. Lieu de sanctuaires. Crâne. — VI. Couche inconfortable. — VII. Note. Moulins à grains. — VIII. Influença les créateurs de l'Etat pakistanais. Ne manque pas de bras. — IX. Calorifugées. Personnel. — X. Législatrices d'occasion.

Verticalement. — 1. Il arrive qu'elle se fasse toucher sous la table. — 2. A été étudiée au conservatoire. — 3. Inviter à partager une bisque. Ne fait que passer. — 4. Fait intervenir la presse. Pierre. — 5. Certains le dévorent avant un banquet. Singes. — 6. Canaux non navigables. Précise une spécialité. — 7. On peut en tirer quelque chose. Université moldave. — 8. Les verser serait une façon de s'enrichir. — 9. Porte chapeaux. On la cite avec raison. — 10. En tête.

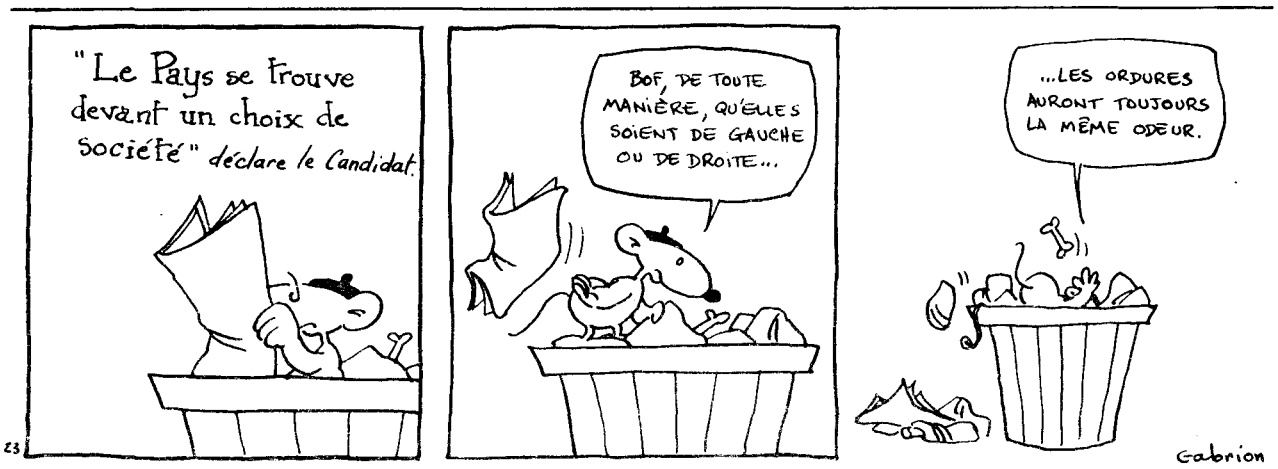
SOLUTION DU N° 22

HORIZONTALEMENT. — I. Relativité. — II. Animosités. — III. Froid. Rist. — IV. Fonctions. — V. Il. Cléon. — VI. Nef. Sterne. — VII. Emincé. — VIII. Relier. Nil. — IX. Ino. Neutre. — X. Etude. Tees.

VERTICALEMENT. — 1. Raffinerie. — 2. Enrôlement. — 3. Lion. Filou. — 4. Amict. Ni. — 5. Todt. Scène. — 6. Is. Ictère. — 7. Virole. Ut. — 8. Itinérante. — 9. Tesson. Ire. — 10. Est. Nèfles.



Rat-le-bol



Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Gabrielle Rolin**, chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick du Cheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75017 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : P10, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION NATIONALE DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

FRANÇOIS MITTERRAND EN NORMANDIE

«Nous sommes assez nombreux en France pour gagner»

François Mitterrand s'est rendu hier en Normandie. De Conches à Rouen, en passant par Louviers, il a reçu un accueil qui tranchait sur le temps maussade. Il a en particulier proposé la création d'un conseil supérieur de l'information

De notre envoyé spécial Jean-Charles Fitoussi.

ACCUEILLI à Conches (Eure) par le docteur Guilbaut (MRG), président du conseil général de l'Eure, et par les élus socialistes, François Mitterrand a proposé la création d'un « *conseil supérieur* » chargé de veiller à l'indépendance de l'information, composé notamment de représentants des grandes familles politiques et syndicales, qui « *garantiraient l'indépendance de ce quatrième pouvoir* ». Le candidat socialiste a, à nouveau, dénoncé, à cette occasion, la mainmise du pouvoir sur les grands moyens d'information.

Dîner avec des ouvriers de chez Renault

Le candidat socialiste s'est ensuite rendu à Louviers où il a abordé les problèmes de l'emploi. Cléon, en Seine-Maritime, devait être l'étape suivante du candidat socialiste. Cléon, c'est une des grandes usines de la Régie Renault. Et c'est avec des ouvriers de l'usine — cinq ouvriers qui travaillent à la chaîne, et quatre maires socialistes de petites communes avoisinantes, ouvriers ou anciens ouvriers de chez Renault — que François Mitterrand devait dîner, au moment même où Georges Marchais, au cours de l'émission « Cartes sur table », s'employait une nouvelle fois à rechercher les prétendues « *déviations droitières* » du PS.

A Rouen, enfin, devant plus de cinq mille personnes, le candidat socialiste devait prononcer un discours vigoureux, et très applaudi. « *Je trouve inacceptable qu'un président de la République s'adresse au pays en demandant des sacrifices à ceux qui n'ont plus rien, en contournant toujours le petit groupe de privilégiés qui n'a pour fonction que de demander aux autres les sacrifices qu'il refuse*, devait-il déclarer. *Je suis un candidat et je serai un président qui n'hésitera pas à demander un effort au peuple français, mais qui ne demandera pas de sacrifices à ceux qui se sont sacrifiés depuis longtemps.* »

Fantomas et les diamants

Rappelant qu'il n'ignorait ni de quelle façon on considérait parfois la gauche, ni qu'un ouvrier sur trois en France votait pour la droite, le candidat socialiste a déclaré : « *Il vous appartient de gagner un à un les centaines de milliers d'hommes et de femmes qui sont parmi les plus pauvres et qui continuent à voter pour les partis conservateurs. (...) J'invite chacun à une prise de conscience. (...) Nous sommes assez nombreux en France pour gagner.* »

François Mitterrand fut particulièrement applaudi quand il accusa de « *malhonnêteté politique* » le président sortant « *lorsqu'il considère certains membres de son gouvernement comme des agents électoraux de sa campagne* ».

Enfin, répondant à Jean-François Deniau, qui dans l'une de ses interventions l'avait traité de Fantomas, François Mitterrand s'est posé la question de savoir s'il s'agissait bien de ce même Fantomas, voleur, pilleur et voleur... de rivières de diamants.

Georges Marchais à Antenne 2 lundi soir

«M'abstenir, je ne le souhaite pas...»



(Photo F. Pitchal)

CONTRAIREMENT à l'habitude, c'est un Georges Marchais défensif qui est apparu aux téléspectateurs lundi soir. Celui qui excelle dans les joutes télévisuelles a volontairement lu des passages entiers de son intervention, comme s'il craignait d'en dire trop ou pas assez. Pour prouver en tout cas que le bureau politique était solidaire de ses propos, et réciproquement.

Après avoir rappelé qu'il était « *très satisfait* » de sa campagne, le leader communiste s'est attaché à souligner l'importance du premier tour : « *Je lutte pour être présent au second tour. Il est décisif que le candidat communiste rassemble beaucoup de voix au premier tour. Giscard veut affaiblir le PC, François Mitterrand veut affaiblir le Parti communiste parce qu'il constitue un obstacle à son objectif qui est de coopérer avec la droite pour poursuivre la politique actuelle.* » Insistant encore sur le numéro de duettistes de Giscard et de Mitterrand, qui expliquerait la stagnation communiste, Georges Marchais, tendu, a lu une longue déclaration, dont « *chaque mot a été pesé* », sur l'attitude du PC au second tour.

« *Entre Giscard et Mitterrand, je vous dis tout d'abord que je ne choisirais sûrement pas Giscard... M'abstenir, je ne le souhaite pas. Alors, voter François Mitterrand, je n'ai jamais dit que je ne le ferai pas. Mais cela me pose un problème grave, car il y a là un réel danger.* » Georges Marchais réécrit alors l'histoire et fait parler François Mitterrand : « *Les auditeurs l'ont entendu l'autre soir. Je n'invente pas. Aucun engagement précis sur la satisfaction des revendications sociales. Aucune mesure sérieuse mettant en cause la domination et les privilèges du capital, mais, au contraire, des nouveaux cadeaux aux patrons... Au plan européen, l'élargissement, mortel, à l'Espagne et au Portugal. En politique extérieure, la confrontation avec l'Union soviétique et l'insertion plus poussée dans le carcan ouest-européen et atlantique. Enfin, il a dit clairement et fermement : Pas de ministres communistes !*

Curieuse méthode on le voit. L'*Humanité* de mardi oublie d'ailleurs de rapporter que les journalistes d'Antenne 2 se sont permis de rappeler les vrais propos de François Mitterrand, notamment sur la question des ministres communistes, qui étaient assortis de quatre conditions totalement oubliées par Georges Marchais.

« *Voilà pourquoi*, déclare alors le candidat communiste, *je dis : Vous pouvez compter sur les communistes, vous avez raison. Mais les communistes ont besoin de compter sur vous le 26 avril.* » Pour le PC, c'est clair, tout dépendra du score au premier tour, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les hypothèses. D'accord pour dire qu'une négociation entre les deux tours ne s'impose pas, il se prononce par contre pour des discussions entre les deux tours des élections législatives, en cas de victoire de la gauche. Dans l'intervalle, le candidat communiste est encore d'accord avec François Mitterrand pour utiliser le domaine réglementaire pour faire passer très vite des textes permettant des avancées sociales.

Puis, comme s'il en avait trop dit, Georges Marchais ajoute : « *Nous ne soutiendrons pas un gouvernement auquel nous ne participerons pas.* » A la question : « *Si les socialistes ont viré à droite, pourquoi vouloir gouverner avec eux ?* » Georges Marchais répond sans crainte des paradoxes : « *Pour les ramener à gauche, évidemment. Si je parle si souvent du parti socialiste et de François Mitterrand, c'est justement parce que nous n'avons pas renoncé à l'union...* » Dont acte.

Ceux qui attendaient d'autres réponses de ce type sur les problèmes de l'immigration, de l'Afghanistan, des fusées Pershing et des SS-20, et de la Pologne resteront sur leur faim. Pas de questions. Si ce n'est l'affirmation péremptoire : « *Les Russes n'iront jamais en Pologne.* »

Jérôme BOUVIER

De gauche... ...à droite

Radicalisme et radicaux

Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président des radicaux de gauche, assure que les dirigeants radicaux valoisiens qui appellent à voter pour le même président ne seront pas suivis par leurs électeurs. « Aux présidentielles, a-t-il ajouté, *ces électeurs ne manqueront pas de repasser la frontière et de retrouver leur famille naturelle, c'est-à-dire la gauche, sans suivre davantage ceux qui ont dévoyé le parti de Gambetta, de Jean Moulin et de Mendès-France en l'entraînant aux côtés de la droite.* »

Précision

Cécile Goldet, sénateur socialiste de Paris, tient à préciser que, si elle avait accepté de participer à un meeting sur « les femmes et la politique », le premier avril, à la Mutualité, en compagnie de femmes du PS, du PCF, du PSU et hors parti, elle y avait bien entendu renoncé dès le 7 mars, après la diffusion d'un tract associant ce meeting à la candidature d'Huguette Bouchardeau.

Une nouvelle « revendication écologique »

Brice Lalonde, candidat écologiste à l'élection prédidentielle, dénonce le « *gaspillage* » de papier entraîné par la campagne et souhaite que les bulletins de vote soient imprimés sur du papier recyclé.

« *Pour la seule campagne officielle*, a-t-il précisé, *chaque candidat consommera environ 350 tonnes de papier. Cela détruira plus de 5 000 arbres et engloutira 32 millions de litres d'eau, ainsi que 250 000 kW/h d'électricité...* »

Les professions de foi électorales du candidat écologiste seront, elles, imprimées sur du papier recyclé.

Au Conseil de Paris

Lors de la séance du Conseil de Paris du lundi 23 mars, Georges Sarre (PS) s'est élevé contre la politique d'expulsion pratiquée par les propriétaires fonciers sur un simple décret ou sur décision du Parquet ; d'autant plus que l'Office d'HLM se révèle dans l'impossibilité de reloger les personnes expulsées dont les dossiers, pourtant, avaient été examinés par la commission concernée.

Giscard fait des bulles

Pierre Charpy, dans la *Lettre de la nation*, s'interroge : « *Je ne sais pas*, écrit-il, *si le citoyen-candidat va longtemps se contenter de souffler dans sa paille et son savon... Pour l'instant, il ne fait que des bulles qui claquent à la moindre pichenette.* »

Le cautionnement de la campagne

Chaque candidat à l'élection présidentielle doit verser entre les mains du trésorier-payeur général du lieu de son domicile (agissant en préposé de la Caisse des dépôts et consignations) un cautionnement de 10 000 francs.

Il doit le faire, selon la loi, « avant l'expiration du dix-septième jour précédant le premier tour de scrutin » — en l'occurrence le 9 avril au soir. Les postulants qui ne rempliraient pas à temps cette formalité ne pourraient — même s'ils ont recueilli les 500 signatures de parrainage — figurer sur la liste des candidats établie par le Conseil constitutionnel et publiée au *Journal officiel* du 10 avril.

Le cautionnement n'est pas remboursé aux candidats qui n'obtiennent pas au moins cinq pour cent des suffrages exprimés.

Faites ce geste pour la victoire

Vous le savez, le PS n'a pas les moyens de Giscard. Alors, pour gagner, le PS a besoin de vous. Le geste à faire : renvoyer, avec votre versement, le bon qui figure ci-dessous.

Ce geste-là, si vous êtes nombreux à le faire, peut avoir une influence décisive sur l'issue de notre combat.
Le Parti socialiste compte sur vous.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

PRESIDENTIELLE: LES CAMPAGNES AU CRIBLE (SUITE)

Giscard d'Estaing dépensera dix fois plus que le candidat socialiste

LA course à l'Elysée est une entreprise onéreuse, on peut même parler d'un « prix de la présidence de la République », encore qu'il soit difficile d'être précis sur ce sujet. L'argent reste tabou dans le monde politique.

Mais en recoupant des informations, on peut parvenir à une estimation du prix que les candidats payent dans l'espoir de voir les portes du « palais » s'ouvrir devant eux.

En France, l'accès à la radio et à la télévision étant gratuit pour tous, un budget de campagne se divise en deux grands chapitres. D'un côté, le matériel de propagande (affichage, journal de campagne, gadgets tels que tee-shirts, etc.). De l'autre côté, ce que l'on pourrait appeler la PLV (publicité sur les lieux de vente), c'est-à-dire les meetings et les spectacles qui parfois les accompagnent. Le premier chapitre est de loin le plus important, surtout en ce qui concerne les réservations d'emplacement (deux tiers du budget affiches). Certaines agences, comme Avenir Publicité, louent des réseaux à la semaine et à la quinzaine. Les grands candidats auront en effet plusieurs affiches car l'impact d'une affiche diminue au bout de huit ou neuf jours.

L'authenticité du candidat socialiste

Pour leurs déplacements, les candidats utilisent le plus souvent les avions d'affaires. A titre indicatif, les deux principales compagnies, au Bourget, proposent des Falcon ou des Lear pour 6 500 à 7 000 F l'heure de vol.

François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing ont mis l'accent sur l'audiovisuel et l'affichage, qui, selon les estimations, peuvent « faire » entre 1 et 4 % des voix.

Le candidat socialiste participera personnellement à vingt-deux meetings (un par région). Le candidat-citoyen attendra le 28 mars pour commencer sa campagne sur le terrain, et ses déplacements avant le premier tour devraient être relativement peu nombreux. En revanche, il a prévu six meetings entre les deux tours.

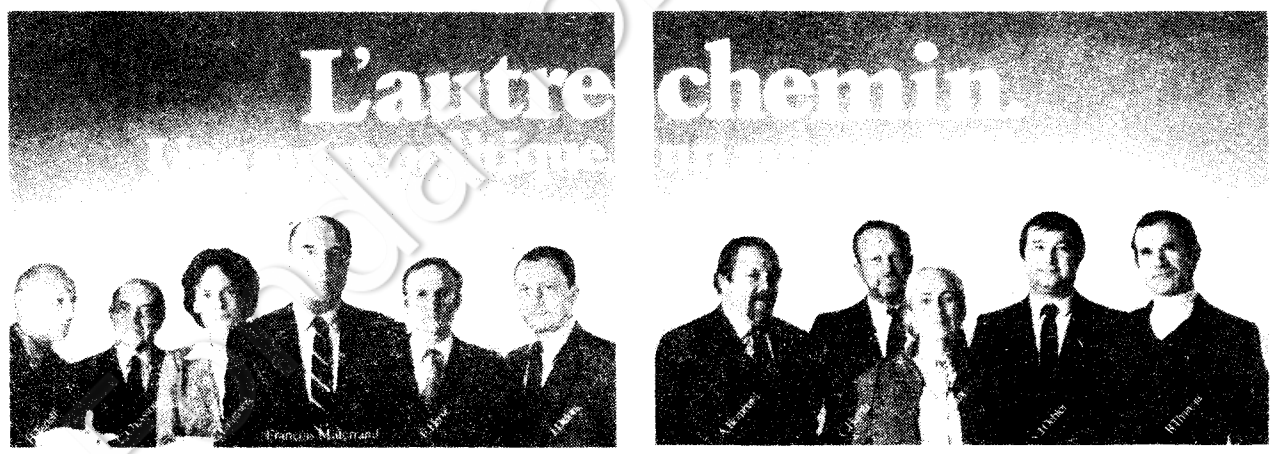
François Mitterrand a annoncé qu'il rendrait publics les comptes de sa campagne, mais on sait déjà qu'elle devrait coûter à peu près 15 millions de francs. La campagne vise à faire apparaître l'authenticité du candidat. Jacques Seguéla a réservé le réseau d'affiches « puissance 7 », soit 2 500 panneaux dans 56 agglomérations de 100 000 habitants et plus. Deux affiches sont prévues avant le premier tour. Après la première, qui a pour thème l'« homme d'Etat » (le candidat entouré de spécialistes), la seconde, qui couvrira la première quinzaine d'avril, aura pour thème l'« homme près des Français » et représentera François Mitterrand dans un village traditionnel. Coût estimé de l'opération : 5 millions de francs, sans les frais.

Mais qui dit dépenses dit rentrées : le PS demande à ses élus, à ses militants et à ses sympathisants un effort exceptionnel, en particulier par le biais des souscriptions et de la vente du matériel aux fédérations. A ces grands postes, il faut ajouter la campagne publicitaire dans la presse et l'affichage sauvage.

Le coût de cette campagne peut paraître relativement faible, car ce sont les militants qui réalisent le travail de base. Sans cela, la facture monterait. Par exemple, en 1977, pour les municipales, la nuit d'un colleur d'affiches coûtait entre 200 et 300 F.



Les deux grandes affiches de la campagne et notamment, ci-dessus, la nouvelle qui sort mercredi 25 mars.



Une campagne de 150 millions de francs

La discrétion est de règle du côté de Valéry Giscard d'Estaing, mais on estime que le citoyen-candidat dépensera au total 150 millions de francs. Sur le thème « Il faut un président pour la France », l'affichage, en au moins trois vagues, sera plus massif que pour le candidat socialiste, et, surtout, plus luxueux en ce qui concerne le choix des emplacements. 12 000 panneaux auraient été réservés dans un circuit, y compris pour le second tour. Le président sortant dépenserait sur Paris ce que d'autres dépensent sur la France. C'est ainsi qu'un panneau sur les Champs-Elysées est loué à 15 000 francs pour quinze jours.

D'autres moyens sont utilisés. Après les publicités dans la presse appelant à la candidature, on a vu fleurir celles des comités de soutien « spontanés ». Mais il y a aussi des moyens plus marginaux, comme la lettre personnelle adressée à trente mille jeunes avant le meeting qui leur est consacré le 28 mars.

Philippe LAURAND

ROBERT MASCARELL* à «Combat socialiste»

«Pourquoi je voterai François Mitterrand dès le premier tour»

Robert Mascarell*est journaliste à la *Vie ouvrière*, l'hebdomadaire de la CGT. Ancien membre du Parti communiste, il appelle aujourd'hui à voter pour François Mitterrand dès le premier tour. Il en expose ici les raisons. Sa position rejoint celle de nombreux militants de la CGT qui refusent le monolithisme de leurs dirigeants.

— Georges Séguy et Henri Krasucki, deux des principaux dirigeants de la CGT, appellent à voter pour Georges Marchais. Quelles sont les raisons qui vous conduisent à voter pour le candidat socialiste dès le premier tour?

— Je voudrais dire, un peu à la manière de Georges Séguy et d'Henri Krasucki, que je n'appelle pas à voter pour François Mitterrand en tant que militant de la CGT, mais en qualité de militant syndical, membre récent du PS. Plus sérieusement, je voudrais ajouter que, heureusement, la CGT n'est pas encore monolithique.

Il reste que je n'appelle pas à voter pour François Mitterrand par souci de surprendre, mais avec la conviction qu'il est aussi un candidat pour les travailleurs. Je sais que le PCF dit que *« Mitterrand, ce serait pire que Giscard »*. Je ne sache pas que Valéry Giscard d'Estaing propose de négocier avec les syndicats la revalorisation du SMIC, de s'engager vers les trente-cinq heures, de généraliser la cinquième semaine de congés payés, de donner le droit à la retraite à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes, de nationaliser les grands groupes capitalistes tel que c'était prévu dans le défunt programme commun, ainsi que la sidérurgie, les activités de l'armement et de l'espace.

— Oui, mais Georges Marchais fait aussi ces propositions et va même souvent plus loin.

— Il va même tellement plus loin que ça ne paraît pas réalisable dans les conditions de la France d'aujourd'hui. En fait, le PCF sachant que son candidat n'a aucune chance d'être élu peut sans risque faire de la surenchère. Ou alors je ne comprends pas comment, en ce qui concerne la Pologne, le PCF peut nous expliquer qu'une grande part des difficultés de ce pays serait due aux retombées de la crise économique du monde capitaliste et, dans le même temps, nier que cette même crise n'aurait aucune incidence en France.

— Disant cela, ne crains-tu pas d'être accusé d'alimenter la campagne anticommuniste?

— Certains éléments fanatisés ou mal informés auront cette tentation. Mais enfin, je ne connais qu'un seul vrai anticommunisme, celui de la classe dirigeante.

Que le PCF ne s'élève pratiquement plus contre les incessantes atteintes aux libertés en URSS, en Tchécoslovaquie ou même en Pologne, je ne l'ai pas inventé, c'est un fait. Que le PCF utilise, à Montigny, une forme de lutte contre la drogue s'apparentant à de la délation, je ne l'ai pas inventé, c'est un fait. Dénoncer cela, ce n'est pas faire de l'anticommunisme ou de l'antisoviétisme, c'est réagir en être humain épris de liberté, solidaire du malheur des autres.

Cela dit, que l'on ne compte pas sur moi pour signer une pétition contre les atteintes aux libertés dans les pays de l'Est ou contre des pratiques du PCF, avec des gens qui n'ont pas un mot contre les actions criminelles de l'impérialisme américain au Chili, à El Salvador, etc., ou contre l'apartheid en Afrique du Sud, les interdits professionnels en RFA ou la répression, en France, des immigrés et des militants syndicaux. Je n'ai pas l'indignation sélective.

Sur ce terrain-là aussi, je pense que l'action du PS, même si elle est parfois ambiguë, est plus conséquente que celle du PCF. C'est pour moi une raison supplémentaire d'appeler à voter pour François Mitterrand dès le premier tour.

(Voir page 5 : « Le vrai sens du syndicalisme »)

«Le vrai sens du syndicalisme»

Face aux prises de position de moins en moins déguisées de la CGT en faveur de Georges Marchais, des militants unitaires de la confédération signent par centaines, dans plusieurs départements, des appels au respect de l'indépendance syndicale.

APRES Marseille, Toulon, Le Havre et Chartres, cent vingt et un membres de la CGT d'Ille-et-Vilaine ont signé une pétition critiquant « l'alignement » de leur organisation sur « les positions d'un parti ». Les militants indiquent que le journal *le Courrier de l'union départementale* a été transformé en fac-similé de *l'Humanité*. « *Il est naturel qu'il y ait des tribunes dans la presse de la CGT, naturel que notre syndicat appelle à voter pour le candidat de gauche au second tour, mais il est aussi naturel que la CGT ne roule pas pour le PCF* », ont déclaré les signataires.

Estimant que « *des millions de travailleurs risquent de conclure que la CGT n'est pas l'outil de ses adhérents mais celui d'un parti* », les militants cégétistes concluent que l'unité de leur organisation « *passe aussi par le respect des opinions politiques* » de chacun de ses membres.

Dans le même sens, les militants CGT du Pas-de-Calais ont remis à la presse une lettre ouverte accompagnée de quatre cents signatures, demandant à leur confédération de « *soutenir tous les candidats de gauche, sans distinction d'appartenance, et de s'attacher à redonner un vrai sens au syndicalisme* ».

Spécial P.S.

Réunions publiques

• **Mercredi 25 mars.** Pierre Mauroy à Villiers-le-Bel, dans le Val-d'Oise ; Françoise Gaspard à Lyon, dans le Rhône ; Alain Bombard à Talence (au grand amphi de physique de la faculté des Sciences, à 18 h 30), puis à la salle des fêtes de Biganos où il participera à un meeting ; Louis Mexandeau à Metz ; Edwige Avice à Grenoble (collectif femmes).

• **Jeudi 26 mars.** François-Régis Bastide à la faculté des Lettres de Nancy, à 20 h 30, sur le thème : « Médias et politique » ; Edwige Avice dans la circonscription de Nucci (dans l'Isère, 6e circonscription) ; François Mitterrand à Laon (Aisne), puis à Amiens.
Dans le cadre des « Entretiens du jeudi » : Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, (de 19 heures à 21 heures, 101, rue de l'Université).

• **Dimanche 29 mars.** « Des hommes libres dans une société sûre » sera le thème d'une conférence nationale qui se tiendra à Paris dimanche 29 mars prochain. Les Français sont inquiets devant la montée de « l'insécurité » même s'ils ne font pas toujours la part exacte des menaces réelles et de celles que le pouvoir gonfle ou invente de toutes pièces. Ils s'inquiètent tout autant pour leurs libertés, que la politique dite de « sécurité » rogne effrontément, tandis que police et justice sont l'objet de pressions incessantes en vue de les transformer en dociles auxiliaires de cette politique. La conférence, qui sera ouverte par Lionel Jospin, comportera un rapport introductif de Jean-Pierre Chevènement et sera close par une intervention de François Mitterrand. Elle aura pour axes :
• Dénoncer la part du pouvoir dans l'insécurité actuelle ;
• Faire connaître les moyens politiques préconisés par le PS pour garantir une société à la fois plus sûre et plus libre : police rendue à ses tâches spécifiques, indépendance accrue de la justice républicaine...
(A l'Assemblée nationale, 10, rue de l'Université, 3e sous-sol).

BREF

Bergeron : la politique conventionnelle est en danger

La politique conventionnelle est en danger a déclaré, samedi 21 mars, à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), André Bergeron. Le secrétaire général de FO a souligné qu'en matière de salaires et de durée du travail, « *on va se trouver en face d'une quantité de problèmes non résolus* » après la constitution du nouveau gouvernement.

Il a également critiqué le comportement des employeurs qui, sous le prétexte de la crise économique, remettent tout en cause « *même le syndicalisme* ».

• **La section française du Congrès juif mondial** a commencé lundi avec Jacques Chirac le premier des entretiens qu'elle compte avoir avec les quatre principaux candidats. Elle a notamment l'intention d'interroger les candidats sur leur position face à l'aggravation du racisme et de la xénophobie.

«Favoriser l'installation des jeunes agriculteurs»

Après avoir précisé les premières initiatives qu'il serait amené à prendre pour rééquilibrer et relancer la politique agricole de la France (voir *Combat socialiste* du 24 mars), François Mitterrand poursuit l'entretien qu'il a accordé à l'Agence centrale de presse (ACP), dans lequel il présente les mesures susceptibles de réduire les inégalités dans le monde rural.

— Le gouvernement, la FNSEA, dénoncent votre politique de quanta en l'accusant de bloquer le développement de l'agriculture française. Vos orientations permettent-elles d'éviter cet écueil ? Sont-elles compatibles par ailleurs avec l'aide aux pays touchés par la famine, dont vous êtes partisan ?

— Je dirai que le gouvernement et la FNSEA ne dénoncent pas notre politique de quanta, mais s'efforcent plutôt de déformer systématiquement nos propositions et de les dénaturer ainsi. Tout le monde sait que les propositions socialistes, en matière agricole, tournent le dos au blocage de la production et au malthusianisme.

Je veux, au contraire, un développement de la production pour que l'agriculture française et européenne soit mise au service des peuples, chez nous et au dehors, afin de réduire la faim dans le monde.

La politique actuelle, qui laisse dépérir les agriculteurs, aboutira inexorablement à laisser la place sur les marchés mondiaux à des pays comme les Etats-Unis et aux sociétés multinationales qui contrôlent de plus en plus le commerce mondial des produits agricoles et alimentaires. Ma proposition de quanta n'est absolument pas une politique de contingentements autoritaires de production. Elle est, au contraire, un instrument de développement et d'orientation des productions, ainsi qu'un moyen de soutien du revenu agricole, de façon différenciée pour permettre aux petits et aux moyens agriculteurs de vivre décemment de leur travail et pour supprimer les rentes de situation dont bénéficient à l'heure actuelle certaines grosses exploitations. Cette politique a, au demeurant, été appliquée avant le Marché commun dans le domaine des céréales, et elle n'a en rien empêché un développement raisonné de cette production.

En revanche, la coresponsabilité généralisée qu'a acceptée le gouvernement français et que semble souhaiter la FNSEA aura comme effet de décourager un peu plus les agriculteurs placés dans des secteurs ou des structures défavorisés et conduira à accroître l'exode agricole en concentrant les exploitations.

J'estime que la politique qui consiste à assurer des prix garantis, tenant compte des coûts de production et du travail pour des quantités de production définies suivant les secteurs et suivant les régions, est le seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle la politique agricole est aujourd'hui enfermée.

— La loi d'orientation comprend des disposition pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs (GFA, SCPI...). En quoi vous en écartez-vous ? Que comptez-vous faire de plus grâce à des offices fonciers cantonaux ?

— Il est faux d'affirmer que la récente loi d'orientation agricole favorise l'installation des jeunes agriculteurs. Les mesures qui ont été prises en matière de transmission des patrimoines ne font qu'adapter la législation française, qui était très en retard et tout à fait rétrograde par rapport à ce qui se fait dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou les Pays-Bas.

Quant aux GFA et aux SCPI, je les considère comme de nouveaux « gadgets » qui n'apporteront que des améliorations illusoires et ne résoudront que très imparfaitement le problème capital de l'installation des jeunes.

Les jeunes savent que les SAFER avaient été présentées comme un moyen décisif de faciliter leur installation. Or, vingt ans après, nous constatons que les SAFER permettent d'installer au maximum



Des revendications de plus en plus légitimes. (Photo Gayard)

1 000 jeunes par an et qu'elles ont surtout été un instrument pour faciliter l'agrandissement des exploitations.

Dans ces conditions, je propose des réformes plus fondamentales, avec la mise en place de nos offices fonciers. Ces offices fonciers ont pour objectif principal de garantir la sécurité de l'exploitant et de le soulager de la charge foncière en bloquant la spéculation et en donnant à la terre sa valeur productive. Ils doivent, de plus, assurer la maîtrise et le contrôle d'une juste répartition de la terre entre les agriculteurs et ses différents utilisateurs. Ils seront donc les instruments efficaces d'une nouvelle politique foncière qui permettra enfin de poursuivre une politique d'installation et de moralisation du marché foncier conforme aux intérêts du plus grand nombre d'agriculteurs.

Contrairement à ce que certains veulent faire croire, ces offices n'institueront ni le collectivisme, ni la contrainte ! Il ne peut y avoir de bonne politique foncière que discutée, concertée et acceptée par les différentes parties prenantes, agriculteurs, collectivités locales, administration.

Ce sont donc les exploitants qui administreront eux-mêmes les offices cantonaux et auront pour rôle de coordonner la politique foncière, d'en discuter ensemble, de prendre des décisions de répartition et de zonage des sols, souhaitables au maintien de la population active agricole et au maximum d'installations.

C'est la politique actuelle qui est contraignante car qu'y a-t-il de plus contraignant que la loi du marché, qui a entraîné la spéculation et l'accroissement des inégalités entre les exploitants ?

Demain : réconcilier les producteurs et les consommateurs.

L'art et la manière de jouer sur les deux tableaux

PROMETTEZ 4,6 milliards d'aide au titre de l'année 1980, versez-les en mars 1981, juste avant la présidentielle, puis réunissez, en mai, une commission chargée de présenter le compte provisoire de l'année précédente, et le tour est joué.

Dans ce petit jeu, Giscard d'Estaing est devenu champion toutes catégories. Chaque année, en effet, entre le 20 et le 30 avril, la commission des comptes de l'agriculture présente le compte provisoire de l'année précédente, duquel est tiré le revenu brut agricole.

Cette année, les choses sont quelque peu différentes : la Commission des comptes d'avril a été, avec l'accord d'organisations syndicales complaisantes, reportée à la fin mai. Lors de la dernière conférence annuelle, le ministre de l'Agriculture et le premier ministre s'étaient pourtant engagés à affecter au titre du revenu 1980 les subventions accordées. Par opportunisme électoral, les 4,6 milliards de francs de subventions sont en fait actuellement versés.

Pour des raisons de techniques comptables, les règles de la comptabilité nationale ne permettront pas d'affecter ces subventions versées en 1981 au titre du revenu 1980. La tenue en session normale de la Commission des comptes de l'agriculture aurait montré que le revenu brut agricole en terme réels avait chuté de plus de 6 % ce qui correspond à la réalité.

Le report à fin mai de la réunion de la commission va sauver la face du gouvernement. Les subventions accordées au titre de l'année 1980 serviront en fait à soutenir le revenu agricole de 1981 qui risque de connaître, cette année encore, une régression importante. Ainsi, la majorité actuelle aura-t-elle « vendu » deux fois les subventions agricoles. Et comme vient de l'avouer Michel Debatisse, secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires, le rendement électoral devrait être bon.

J.-P. G.

Quand le Japon travaille pour l'Allemagne...

DIX-NEUF modèles d'automobiles japonaises (sept pour Mitsubishi ; quatre pour Toyota ; quatre pour Datsun et deux pour Honda) sont actuellement pratiquement interdits à la vente sur le marché français, faute d'avoir obtenu du ministère de l'Industrie le « procès-verbal » du service des Mines faisant la preuve de leur conformité aux normes d'homologation françaises.

Le pourcentage de pénétration des voitures japonaises en France, limité à 2,9 % en 1980, a chuté à 1,9 % en février. Ce recul des japonaises a profité aux autres voitures importées (essentiellement Volkswagen et Ford) puisque dans un marché en baisse le taux de pénétration des voitures étrangères est passé à 28,04 % en janvier (pour 20,49 % en 1980) et à 25,5 % en février (pour 20,16 % en 1980).

Une enquête du PS sur le travail précaire

LA lutte contre le travail précaire participe de la politique mise en œuvre par le Parti socialiste pour le plein emploi. Cette phrase en exergue du compte rendu d'un colloque sur ce thème, qui s'est tenu en octobre dernier, donne le ton du petit fascicule remis à la presse mardi 24 mars. Un dossier qui rassemble les éléments d'une double enquête menée sur le terrain grâce au travail des groupes socialistes d'entreprises (GSE).

Enquête sur toutes les formes que revêt le travail précaire et « tour de France de l'emploi féminin ».

Les chômeurs représentent 6 % de la population active féminine (les hommes 3 % seulement) et 60,6 % du nombre total des chômeurs. Ce chiffre est la moyenne des données officielles collectées dans une quarantaine de départements, par les socialistes, au niveau local.

Dans plusieurs départements, les femmes représentent en pourcentage deux fois plus de chômeuses que de salariées.

LUTTES

L'imprimerie Draeger de Montrouge doit être mise en liquidation de biens, apprend-on de source syndicale. Cette entreprise spécialisée dans l'impression de livres d'art et de conditionnements pour les produits de luxe avait été placée en administration provisoire il y a cinq ans, puis en règlement judiciaire en novembre dernier. Les syndicats CGT et CFTC de l'entreprise, qui doivent rencontrer le syndic mardi s'inquiètent de cette décision du tribunal de commerce des Hauts-de-Seine qui signifie la perte de 313 emplois. Draeger comptait quelque 1 200 salariés en 1968.

L'imprimerie Oberthur a déposé son bilan lundi 23 mars près du tribunal de commerce de Rennes à la suite d'un important déficit en 1980.

Le personnel, 950 personnes, en a été avisé au cours de la journée.

Oberthur partage son activité dans trois secteurs : le labeur, l'édition et le fiduciaire.

En 1975, cette vieille maison rennaise avait connu de sérieuses difficultés, mais avait élaboré un plan de redressement qui avait été accepté par le tribunal de commerce.

• **Un plan de 187 licenciements,** parmi lesquels 17 délégués syndicaux, va être soumis ce mercredi au comité d'entreprise de la société Clémancon (installations électriques en bâtiment et matériel électrique), mise en règlement judiciaire le 12 mars. Les syndicats CGT et CFDT ont appelé à des débrayages pendant la journée dans les établissements parisiens du groupe (700 salariés).

• **La grève se poursuit** aux ateliers français de l'Ouest (AFO) à Brest (Finistère) où la rencontre entre direction et syndicats n'a donné aucun résultat, lundi 23 mars. Le mouvement en est à son neuvième jour de grève, grève déclenchée sur revendications salariales.

• **La compagnie d'aviation américaine Eastern Airlines** a converti en commandes fermes les options qu'elle détenait pour neuf Airbus-A 300. Ce contrat représente environ 1,7 milliard de francs et porte à 34 le nombre de gros porteurs commandés par Eastern Airlines à Airbus Industrie. En outre, la compagnie américaine a pris des options pour 26 appareils supplémentaires.

«On ne vous oublie pas»

Les «oubliés» de la recherche se mobilisent contre le projet de statut, dernier volet du plan Aigrain.

La rencontre du 23 mars entre Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche, et les syndicats de ce secteur s'est soldée par un échec.

Au centre du débat, le statut dont on veut doter les ITA, ingénieurs, techniciens et administratifs, des organismes de recherche publique et des laboratoires de l'enseignement supérieur.

Depuis un mois, on assiste à une mobilisation massive de toutes les personnes concernées, auxquelles se sont joints les chercheurs. Dernier volet du plan Aigrain, le statut des ITA, qui donne à l'ensemble sa cohérence, constitue pour les syndicats, et la section PS du CNRS, le dernier bastion à défendre. Ils appellent à la grève le 26 mars, et manifestaient lundi, rue Saint-Dominique.

ENTENDU sous un parapluie : *On n'a jamais vu autant de chercheurs. C'est comme l'autre jour, quai Anatole-France !* » Et quelques pas plus loin : *« C'est quand même heureux qu'on soit tous là !* » (Tous, c'est-à-dire la CGT et la CFDT — leurs fédérations « recherche et enseignement supérieur » sont « unies dans l'action » — mais aussi, selon les labos, les sections « recherche » de FO, de la CGC, de la FEN, et les autonomes de Dijon, de Tours ou d'Orléans...)



Le personnel de la recherche manifeste rue Saint-Dominique : chercheurs et « oubliés » main dans la main. (Photo Frédéric Pitchal)

Ils se sont tous donné rendez-vous, en cet après-midi mausade, rue Saint-Dominique, sous les fenêtres de leur ministre de tutelle, Pierre Aigrain. Et la rue suffit à peine à les contenir.

Ils prêtent main-forte à leurs délégations, qui discutent de l'autre côté de la porte cochère, sous les lambris du secrétariat à la Recherche. Face aux syndicats, qui représentent le CNRS mais aussi l'INRA (recherche agricole), l'INSERM (recherche médicale) ou l'enseignement supérieur, les délégations « patronales » de ces mêmes organismes et Pierre Aigrain. Au centre du débat, le projet de statut des ITA. (En clair, les ingénieurs, techniciens et administratifs.)

« Un enjeu de taille », explique une grande jeune femme brune de Nancy, chercheur au CRPG (Centre de recherches pétrographiques et géochimiques). Ils n'ont pas attendu le mot d'ordre de l'intersyndicale locale, elle et ses 21 camarades, pour louer un car et... venir stationner sous la pluie.

Au total, 22 chercheurs, ingénieurs, techniciens et employés, de tous grades et de toutes tendances syndicales, qui représentent les labos de Nancy.

Dernier « maillon » du plan Aigrain, le statut des ITA est l'opération de la dernière chance. *« Jamais les chercheurs,* dira cet autre, en parlant des siens, *ne se sont mobilisés ainsi quand il s'agissait de s'opposer à leur propre statut. »*

Il leur manquait quelques pièces du puzzle — le statut des ITA, et le couperet de la mobilité — pour juger du tableau d'ensemble.

A la trappe

Un ensemble, qui, si le statut passe, éclate dans toute sa cohérence : *« Avec la mobilité du personnel érigée en politique de gestion, on réorientera sans délai la recherche, à loisir et le plus sournoisement du monde,* dénonce cet ingénieur d'un laboratoire parisien.

» Il suffira d'amputer une équipe de recherche de ses ingénieurs et techniciens pour qu'elle n'ait plus qu'à plier bagages. Pour aller où ? Là où elle disposera de moyens. Et qui décide ? Les nouvelles instances du CNRS mises en place par décret, il y a dix-huit mois. Ce sont elles qui « flèchent les laboratoires vers le haut ou vers le bas », selon les orientations du moment. Et elles donnent la part belle au « pilotage par l'aval », selon le mot de Pierre Aigrain (par aval, entendez, les entreprises). »

Et chacun de citer, untel, le cas de ce chercheur mis en disponibilité qui ne retrouvera pas son poste, tel autre, cet atelier de production jugé depuis quelque temps « non rentable » et qui passera « à la trappe » le plus naturellement du monde !

Il y aura, d'un côté, les laboratoires avec des besoins et des postes à pourvoir, soigneusement profilés, et, de l'autre, si ces postes ne trouvent pas preneurs dans les six mois, les ingénieurs, techniciens et employés « superflus », qui n'auront le choix qu'entre les places à pourvoir d'autres laboratoires (et 6 000 francs de prime) et le licenciement.

Catherine MAUSSION

447e jour d'occupation de la SOLPA, à Homécourt

La Rolls-Royce des charcutiers ne demande qu'à rouler

APRES quatre cent quarante jours d'occupation de leur usine à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), les ouvriers de la Société lorraine de produits alimentaires (SOLPA) sont venus, vendredi, à l'appel de la CGT, manifester à Paris leur mécontentement et réclamer le redémarrage de leur entreprise.

Des solutions existent. La relance industrielle est possible, n'ont cessé de répéter les salariés, qui entendent faire sortir leur conflit de l'anonymat. Déjà, la grève de la faim entreprise par trois des leurs du 8 au 17 mars a fait rebondir la lutte menée par les 383 salariés.

Aujourd'hui, les ouvriers qui occupent leur usine depuis le 3 janvier 1980 ne désespèrent pas. *« Une étude financée par le conseil régional des Vosges confirme que la SOLPA est viable »*, déclare Louis Tomasini, délégué CGT de l'entreprise.

La SOLPA, dont la main-d'œuvre est en majorité féminine, était la filiale française du groupe agro-alimentaire ouest-allemand Herta. Spécialisée dans la charcuterie préemballée, la SOLPA, qui a employé jusqu'à 1 100 salariés en 1973, ne comptait plus que 383 ouvriers le 3 janvier 1980, date de son dépôt de bilan.

Depuis, les salariés occupent leurs locaux. *« Au début,* confie l'un d'eux, *nous avions un trésor de guerre, 140 tonnes de viande congelée que nous avons surveillé attentivement, veillant à ce que les congélateurs soient toujours en état de marche. Et lorsque, le 10 mars 1980, les CRS sont intervenus pour nous déloger, nous avons ouvert les conduits d'ammoniaque qui servent à faire le froid des frigos. Plus efficace que les gaz lacrymogènes ? »*

Ce n'est qu'en septembre que le syndic isole les grévistes en leur coupant l'eau et l'électricité. Les salariés somment alors celui-ci de venir prendre livraison de la viande, huit jours avant sa date de péremption.

« A Homécourt, précise Louis Tomasini, *nous avons essuyé les conséquences de la restructuration française des salaisons. La SOLPA a toujours été une entreprise qui a su profiter du jeu des montants compensatoires monétaires entre la France et la RFA. »* Le jour du dépôt de bilan, le trou de la trésorerie de la filiale française avoisinait les 280 millions de francs...

A Paris, vendredi, les salariés ont crié en vain leur indignation aussi bien aux responsables de l'Association nationale des industries agro-alimentaires (ANIA) qu'auprès de Michel Debatisse.

L'outil de travail est moderne. *« Une belle Rolls-Royce »*, s'est exclamé récemment un acquéreur qui n'a pas donné suite.

J.-P. G.

Le gouvernement refuse de céder aux revendications de Bydgoszcz

De nouvelles menaces planent sur la Pologne

Le gouvernement polonais pourrait décréter l'état d'urgence si le principe d'une grève générale était adoptée par le syndicat Solidarité. C'est ce qu'a laissé entendre Lech Walesa aux travailleurs de la ville de Bydgoszcz pour tenter d'éviter une rapide aggravation de la situation.

LE refus du gouvernement polonais de céder aux revendications émises à Bydgoszcz, où des affrontements avaient eu lieu jeudi avec la milice, est l'événement le plus déterminant auquel Solidarité a été confronté depuis le cœur de l'été. Deux solutions sont envisageables : soit le syndicat, sous la pression de sa base, décide d'une action d'ampleur ; soit il accepte de reculer, ce qui pourrait être interprété comme un coup d'arrêt au mouvement. Dans les deux cas, les risques sont grands.

La direction du syndicat libre, qui se réunissait lundi soir dans la capitale de la Poméranie — théâtre des incidents de la semaine dernière —, devait décider de sa riposte.

Or, après un premier vote intervenu en faveur d'une grève d'avertissement de quatre heures vendredi 27 mars et d'un débrayage général mardi 31, on constatait que la majorité requise n'avait pas été obtenue. Bien que la poursuite des négociations avec le gouvernement n'ait pas été remise en cause (les deux parties se rencontrent mercredi), un énorme tohu-bohu emplissait la salle. Lech Walesa, qui avait averti ses camarades que l'état d'urgence pouvait être décrété en cas de grève, quittait les locaux, visiblement irrité. Les travaux étaient interrompus, et la tenue d'un nouveau scrutin remise à plus tard.

Gardes ouvrières

Alors que l'extension des manœuvres *Soyous 81* du Pacte de Varsovie (non confirmée par Moscou, ce qui laisse penser qu'il s'agit d'une action psychologique) maintient une certaine tension sur la scène polonaise, il apparaît vraisemblable que Varsovie a reçu du Kremlin des consignes impératives. Cela explique que Solidarité ait déconseillé jusqu'ici d'entreprendre une grève générale et que le gouvernement ait remplacé le préfet de Bydgoszcs. Ce serait, de part et d'autre, des gestes d'apaisement.

Mais l'heure demeure assez grave. Mieczyslaw Rakowski, ministre chargé des relations avec les syndicats, a laissé entendre lundi soir que son gouvernement n'était pas disposé à céder aux revendications politiques de « *certains dirigeants* » locaux de Solidarité.

D'autre part, des « gardes ouvrières » auraient été mises sur pied dans plusieurs régions, tandis que des sections locales du syndicat exprimaient des doutes sur la « *compétence* » de leur direction à négocier directement avec les autorités. Dans la capitale de la Poméranie, la situation reste préoccupante. Et le gouvernement pourrait être amené à décréter l'état d'urgence.

Discorde à Maastricht, au sommet européen

C'EST mardi que devait s'achever le sommet européen de Maastricht, aux Pays-Bas. Sommet dominé par des antagonismes nationaux et par des manifestations.

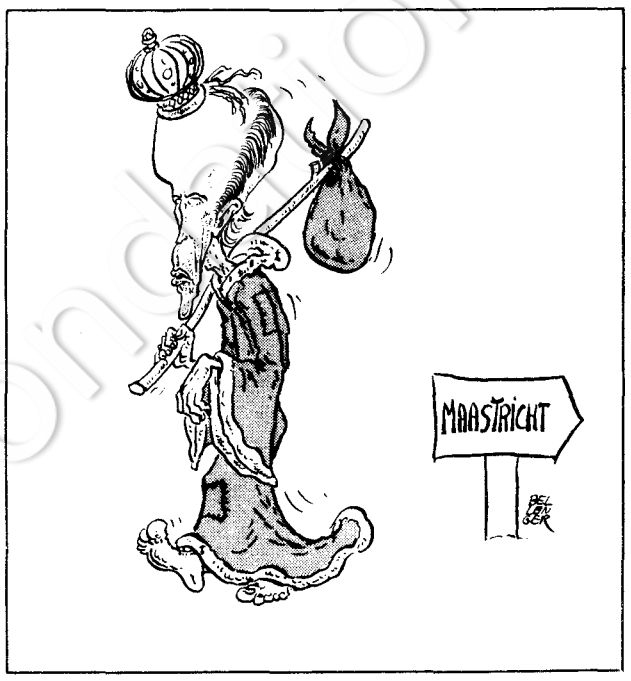
La Confédération européenne des syndicats avait organisé une manifestation à Maastricht, dès l'ouverture du sommet, pour lancer une vaste campagne communautaire de lutte contre le chômage, qui affecte déjà 10 millions de personnes en Europe occidentale.

Peu après, des manifestants ont jeté des veaux vivants à l'arrivée du cortège des chefs d'Etat et de gouvernement. Les agriculteurs protestaient ainsi contre les limitations de certaines productions agricoles excédentaires envisagées par la CEE.

Un groupe d'une centaine de pêcheurs allemands a, d'autre part, hué Margaret Thatcher à sa descente de voiture. Les pêcheurs portaient une banderolle à l'adresse du Royaume Uni affirmant : « *Après avoir exploité les colonies, vous exploitez l'Europe.* »

L'attitude britannique risque, en effet, de réduire au chômage 15 000 pêcheurs allemands. Il est vrai que la politique économique de Margaret Thatcher a déjà eu pour effet d'élever le nombre de chômeurs britanniques à 2,5 millions. Alors, 15 000 de plus... Le chancelier allemand Helmut Schmidt s'oppose à la « dame de fer » pour obtenir que la Grande-Bretagne lève son opposition à l'accord CEE-Canada, ce qui permettrait aux pêcheurs de la RFA de gagner avant le 1er avril les eaux du Labrador, leur zone traditionnelle de pêche à la morue. La campagne se termine le 15 avril.

Autre sujet de discorde : les prix agricoles. Giscard, très mécontent, a souligné que ces prix devaient être fixés avant le 1er avril comme le Conseil en avait pris l'engagement le 30 mai 1980. Il est certain



que Giscard met le « paquet » au cours de ce sommet pour obtenir *in extremis* un argument électoral. Rien n'indique cependant qu'il sera aidé par ses partenaires.

Bien que la discorde soit réelle entre les Dix, l'unité de façade sera sauvegardée grâce à la déclaration commune sur les problèmes lointains : les Dix devaient manifester leur solidarité avec le peuple polonais et affirmer leur appui au régime démocratique de Madrid.

L'armée espagnole prend en main la lutte contre ETA

L'ARMEE espagnole participera désormais à la lutte antiterroriste au Pays basque, a annoncé lundi le gouvernement de Madrid.

L'armée participera au commandement unique de lutte contre le terrorisme, qui sera mis en place par le ministère de l'Intérieur. Elle collaborera notamment à l'intensification de la surveillance des frontières dans les zones les plus affectées par le terrorisme.

Le gouvernement prévoit également l'intensification des contrôles de la circulation des personnes et des marchandises aux frontières, ainsi que l'augmentation des forces de sécurité au Pays basque.

Par ailleurs, le gouvernement sollicitera aux Cortès l'adoption de façon « *absolument urgente et prioritaire* » du projet de loi sur la défense de la Constitution et contre le terrorisme, ainsi que des textes législatifs qui doivent permettre de réglementer les états d'alerte, d'exception et de siège.

Les observateurs relèvent que l'arsenal répressif actuel est plus important que celui découlant des mesures prévues par l'état d'exception de l'époque franquiste. Le dernier état d'exception avait été décrété le 25 avril 1975, quelques mois avant la mort de Franco.

Pour sa part, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol, Felipe Gonzalez, s'est déclaré partisan de mesures anti terroristes plus dures, sans déborder le cadre de la Constitution.

Mauvais prétexte de Bogota pour rompre avec Cuba

LA Colombie a suspendu ses relations diplomatiques avec Cuba, en raison de son « *intervention dans les affaires intérieures colombiennes* », a annoncé lundi soir le président Julio Cesar Turbay Ayala, dans un discours radio-télévisé.

Le chef de l'Etat colombien a accusé La Havane d'avoir entraîné des guérilleros récemment capturés sur la côte ouest du pays. Des diplomates occidentaux, en poste à La Havane, sont néanmoins sceptiques quant aux accusations du président Turbay Ayala. D'abord, parce que les guérilleros en question appartiennent au mouvement M 19, qui n'est pas castriste. Ensuite, parce que Cuba n'a aucun intérêt à voir cesser des relations qui tendaient à s'améliorer. Les observateurs étrangers estiment généralement que le président Turbay Ayala a voulu faire un geste de bonne volonté en direction de Reagan. Et a choisi un mauvais prétexte.

EN 24 HEURES

HONDURAS
réfugiés menacés

Des groupes armés ont récemment pénétré au Honduras, mettant en danger la vie de réfugiés salvadoriens, a déclaré lundi, à Tegucigalpa, le représentant du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Charles-Henri Bazoche. Cette situation a obligé le HCR à déplacer plus à l'intérieur du Honduras les camps d'immigrés salvadoriens.

URSS
Sakharov inquiété

Exilé depuis plus d'un an, à Gorki, l'académicien dissident Andrei Sakharov vient de voir à nouveau se détériorer ses conditions de vie. Le 13 mars dernier, des agents du KGB (sécurité d'Etat) lui ont volé tous ses papiers personnels et ses écrits scientifiques.

MOZAMBIQUE
Reprise du dialogue

La reprise des contacts à haut niveau entre le Portugal et le Mozambique après six ans d'interruption est effective depuis l'arrivée à Lisbonne, lundi après-midi, en visite officielle, de Joachim Chissano, ministre des Affaires étrangères du Mozambique, qui a été accueilli par son homologue portugais, André Gonzalves Pereira.

GOLFE PERSIQUE
Stratégie commune

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Koweit et Qatar, les plus riches pays de l'OPEP, paraissent décidés à mettre au point une stratégie commune destinée à éviter un engorgement du marché du pétrole.

ANGLETERRE
Le Labour sur El Salvador

Le leader de l'opposition travailliste britannique, Michael Foot, a vivement condamné le soutien apporté par le gouvernement de Londres à la politique américaine à El Salvador.

ALLEMAGNE
Hans Apel à Washington

La question de la modernisation du dispositif de défense en Europe occidentale va dominer les entretiens que Hans Apel, ministre ouest-allemand de la Défense, doit avoir mardi et mercredi avec les dirigeants américains.

SYRIE
Pirates pakistanais

La Syrie n'extradera pas les trois pirates de l'air pakistanais qui ont détourné un Boeing des Pakistan International Airlines au début du mois de mars, car il n'existe pas d'accord d'extradiction entre les deux pays.

BRESIL
Encore un prêtre arrêté

Un prêtre a été arrêté dimanche par la police brésilienne à Santarem (Etat de Para, à environ 500 kilomètres de Belem), a affirmé lundi à Belem, Mgr Moacir Grechi, de la conférence épiscopale du Brésil. Selon Mgr Grechi, le prêtre, Ranulfo Peloso, a été arrêté alors qu'il intervenait en faveur des paysans de Santarem, détenus sans motif.

ULSTER
Devlin sera candidate

Bernadette Devlin, militante catholique d'Ulster, a annoncé à Belfast son intention de se présenter à une prochaine élection partielle pour le Parlement britannique, le 9 avril prochain, dans une circonscription d'Irlande du Nord.

Les dirigeants de Pékin en sont conscients

Une brise polonaise souffle sur la Chine

Dès la fin de l'année dernière, Hu Waobang, secrétaire général du Parti communiste chinois, a affirmé que le cas de la Pologne devait servir de leçon à son pays.

LA mise en cause de la légitimité du régime communiste est l'épreuve la plus dangereuse que la Chine ait eu à traverser depuis 1949.

Tout a commencé le 19 novembre 1978, lorsqu'un contestataire a osé, chose jamais vue jusqu'alors, apposer une affiche mettant en cause directement Mao Zedong sur un mur bordant l'avenue de la Paix-éternelle, « Chang An ».

Très vite, « l'ouvrier détenteur du permis de travail numéro 0538 » — pseudonyme de ce premier contestataire — et ses attaques contre le fondateur du régime ont fait place à des dissidents signant de leur véritable nom.

La Chine populaire avait déjà connu, par le passé, des mouvements d'agitation politique dirigés contre le régime socialiste, mais ils étaient restés confinés à des milieux minoritaires.

La contestation antimaoïste qui a pu transpirer dans les toutes dernières années de la vie du « grand timonier » misait, elle, sur le retour au pouvoir de dirigeants modérés — dont l'actuel homme fort de la Chine, Deng Xiaoping — pour remettre le pays sur les rails et l'arracher au sous-développement après le désastre de la Révolution culturelle.

En 1980, des élections de députés aux assemblées de district (une nouveauté en Chine) ont été l'occasion de critiques contre le système du parti unique au pouvoir. Dans plusieurs grandes villes, des ouvriers ont réclamé le droit de prendre en mains leur propre sort.

La crise polonaise

Le mouvement de protestation le plus fort a été enregistré à 400 km au sud-ouest de Pékin, dans la ville de Taiyuan, où des employés d'un grand complexe sidérurgique ont accusé le régime d'être une « dictature ». Ailleurs, on a réclamé la formation de syndicats indépendants de type polonais.

Trente pour cent des jeunes

Or c'est précisément la crise polonaise, pensent certains observateurs, qui



Deng Xiaoping. (Photo Pascal Lebrun)

a joué un rôle majeur dans les réactions des autorités chinoises face à cette situation.

Sans renoncer, dans la forme, à considérer les mécontents comme une « petite poignée de mauvais éléments », selon une expression consacrée, le régime a admis que la crise de confiance s'étendait à une portion considérable de sa jeunesse.

Selon un sondage récent, 30 % des jeunes de deux provinces pauvres du centre de la Chine ont répondu aux enquêteurs officiels que la supériorité du socialisme sur le capitalisme n'était pas « *clairement visible* », voire qu'elle était « *inexistante* ». Ce sondage a été publié par le *Renmin Ribao* (le « Quotidien du peuple »), organe du Parti communiste.

Un tel aveu aurait été impensable il y a un an, avant l'éclatement de la crise polonaise, à laquelle les moyens d'information chinois ont accordé, dès le début, une attention soutenue.

En outre, la situation économique n'est pas resplendissante : les quelque 26 millions de chômeurs actuels vont voir encore leurs rangs grossir lors de la prochaine fermeture d'un nombre important d'usines mal conçues, mal implantées ou déficitaires.

Dans les campagnes, les difficultés alimentaires sont encore suffisamment présentes pour qu'en cas de catastrophe naturelle des famines apparaissent, comme cela a été le cas l'année dernière. Pour un pays de 800 millions de paysans, c'est là une situation très difficile.

Sous l'impulsion du secrétaire général du Parti communiste, Hu Waobang, un proche de Deng, le régime s'est livré à l'aveu public et spectaculaire de son impopularité. Dans un discours prononcé à la fin de l'année dernière, Hu Waobang a affirmé que le cas de la Pologne devait servir de leçon à la Chine, et que c'était désormais pour le parti une question « de vie ou de mort » que de regagner la confiance de la population.

LIBYE

Le colonel Moammar Kadhafi, chef de la révolution libyenne, a déclaré que, « *pour l'instant* », il ne souhaite pas « *modifier les rapports de forces entre les deux superpuissances au Moyen-Orient et en Méditerranée* », au cours d'une interview accordée à « Radio-Télé Luxembourg ».



Des femmes à l'avant-garde de la République sahraouie

Mai 1973 : création du Front Polisario, dont le but est d'obtenir l'indépendance du Sahara occidental. Depuis, le Polisario a régulièrement marqué des points. Il sort d'ailleurs renforcé de l'échec du putsch promarocain en Mauritanie. Mais il ne se contente pas de lutter, il organise déjà une nouvelle société. C'est ce qu'a expliqué à *Combat socialiste* Fatimatou Allali, secrétaire général de l'Union nationale des femmes sahraouies, de passage à Paris.

LA RASD (République arabe sahraouie démocratique), proclamée le 27 février 1976, n'est pas une simple création de l'esprit. C'est déjà une réalité, en dépit de la poursuite de la lutte armée contre l'occupant marocain.

« *La RASD,* affirme Fatimatou Allali, secrétaire générale de l'Union nationale des femmes sahraouies, *s'est dotée d'institutions permettant à notre peuple d'organiser sa vie quotidienne, aussi bien dans les zones libérées que dans les campements de réfugiés.* »

Chaque daïra (village) comprend cinq comités populaires : comité de santé, comité d'éducation, comité d'alimentation, comité d'affaires sociales et juridiques, comité d'artisanat et de reconstruction. « *Au sein de ces comités,* dit Fatimatou Allali, *les femmes jouent un rôle primordial.* »

Bien sûr, si elles ont été amenées à prendre une part essentielle dans la gestion de l'organisation de la vie quotidienne, c'est d'abord parce que les hommes sont au combat. Mais d'autres raisons plus profondes existent.

Alphabétisation massive

Traditionnellement, en effet, la femme sahraouie connaît un sort privilégié par rapport à ses sœurs arabes, en raison des conditions de la vie nomade. D'abord, elle habite avec les hommes de sa famille dans une même tente, sans séparation intérieure, ouverte sur le campement où elle peut circuler librement, non voilée. Ensuite, le mariage qu'elle contracte est presque sans exception monogame.

Enfin, si elle peut éventuellement le faire respecter, c'est que la propriété d'une part du troupeau lui assure une indépendance économique effective.

Alors que les actions d'alphabétisation entreprises à l'époque coloniale espagnole les avait négligées, les femmes y participent désormais autant que les hommes. Le gouvernement sahraoui a, en effet, décidé d'alphabétiser toute la population. En même temps, celle-ci reçoit une formation politique.

Et les enfants ? Les familles nombreuses sont légion. Ce n'est pas pour autant que la femme reste au foyer. « *Les centres de puériculture,* explique Aicha Abdallali, elle-même mère de famille, *ont été créés par le gouvernement pour donner aux femmes la possibilité de travailler à l'extérieur.* »

On trouve ainsi un grand nombre de femmes dans les dispensaires, les hôpitaux et les écoles. Elles sont également présentes dans les instances administratives et politiques au niveau de la willaya (région) et de la nation tout entière.

En revanche, pas de femmes au combat. Telle est la décision du gouvernement de la RASD. Elles y jouent néanmoins un rôle non négligeable comme responsables de la sécurité des campements.

Avant même l'indépendance du Sahara occidental, l'émancipation de la femme sahraouie est un fait nouveau.

A.G.

LIVRES ET DOCUMENTS

Le combat de Walesa

LES événements de Pologne ont contraint Lech Walesa, dirigeant du syndicat Solidarité à reporter la date de son voyage en France, où il devait être chaleureusement accueilli dimanche par toutes les organisations syndicales, notamment la CFDT et la CGT.

On lira avec d'autant plus d'intérêt le livre, qui vient de paraître, du journaliste Jean Offredo. Nous avons l'habitude de voir celui-ci à la télévision. D'origine polonaise, collaborateur de diverses publications catholiques, c'est un homme qui suit de près aussi bien ce qui se passe à Varsovie que sur le littoral de la mer Baltique et dans les mines de Silésie.

Jean Offredo n'a pas cherché à écrire un manuel d'histoire. Il s'est plus modestement contenté de retracer la vie d'un ouvrier polonais qui, porté par ses convictions chrétiennes, socialistes et démocratiques, a été catapulté au premier plan de l'actualité internationale. Lech Walesa n'est pas apparu incidemment sur la scène. Ce sont les millions de travailleurs polonais qui, aspirant à de véritables libertés, dans le cadre d'une société socialiste, ont choisi de faire de lui le porte-drapeau de leurs revendications. Les symboles n'émergent jamais du néant.

« *Il faut respecter la démocratie, accepter en conséquence le compromis, même s'il n'est pas fameux. Mais nous n'avons pas le droit de lâcher les autres : nous devons continuer la grève par solidarité jusqu'à la victoire de tous.* » C'est en citant les paroles de Lech Walesa, aux chantiers Lénine de Gdansk, le 16 août 1980, que Jean Offredo a voulu commencer son ouvrage. Il l'a illustré de nombreuses photographies en couleurs et en noir et blanc, qui donnent une image vivante de Lech Walesa et de sa famille.

Jean Offredo a bien fait de rappeler le rôle déterminant de Anne Walentynowicz, issue, comme Lech Walesa, de la classe ouvrière. Elle a joué, dès le début de l'été polonais, un rôle décisif. Sans elle, peut-être, sans sa persévérance, sans cette ardeur féminine qui donne aux combats pour la liberté un sens profondément humain et universel, Lech Walesa ne serait pas devenu le symbole de la Pologne renaissante.

Il est bon de faire un retour en arrière, à partir des années 70, pour comprendre que les travailleurs polonais ne veulent pas renier leurs conquêtes. La droite aurait tort de mal interpréter leur combat.

Edouard BAILBY

* Lech Walesa ou l'été polonais, *par Jean Offredo. Editions Cana, Paris, 1981.*

Un archipel à majorité francophone dans l'océan Pacifique

Vanuatu : décolonisation à la manière de Giscard

Anciennement Nouvelles-Hébrides, les soixante-quatre îles de l'archipel de Vanuatu sont peuplées en majorité de francophones. Mais, déjà, la langue anglaise prévaut, et c'est de Sidney, en Australie, que proviennent la plupart des biens de consommation.

ON se souvient de la petite guerre entre le Vanuatu nouveau-né et le Vemarana dissident autant que francophile. La décolonisation de l'ex-condominium franco-britannique prenait un air de Clochemerle, sur fond de mer de corail s'entend.

Même sous le soleil, la situation des francophones n'est aujourd'hui guère brillante. Après que le gouvernement français a refoulé de Nouvelle-Calédonie un responsable vanuatuan, Port-Vila a expulsé à son tour l'ambassadeur de France. Les coopérants ont aussitôt été rappelés. Mais, contre toute attente, les accords de coopération bilatérale ont été paraphés le 10 mars. Il s'agissait, dit-on, de « *protéger les ressortissants* ». Pas sûr.

Le 30 juillet 1980, jour de l'indépendance du Vanuatu (ex Nouvelles-Hébrides), portait déjà en germe la rébellion de l'île d'Espiritu Santo, rapidement réduite par un contingent franco-britannique. Non sans pots cassés. Les tortures infligées aux francophones font surgir un comité de soutien, tandis qu'Amnesty International lance, le 28 octobre 1980, une « action d'urgence ».

Le gendarme mobile du VAP (*Vanuaaku Pati*, anglophone) guette donc sa proie. Avec sectarisme et sans merci. Au point que le Conseil des églises dit son étonnement au Cabinet, pourtant composé de pasteurs protestants, au nombre desquels le premier ministre Walter Lini.

Au banc des accusés, le gouvernement français : certains estiment fâcheux que l'on impose la coopération à un pays souverain ne la réclamant pas, d'autres dénoncent l'artifice de la sécession. Il semble, en effet, que les Renseignements généraux du coin aient enseigné la guérrilla à Jimmy Stevens (chef francophile de la rébellion, condamné depuis à quinze ans de prison), tout en manœuvrant le « roi » autoproclamé de l'île de Tanna, où un deuxième foyer de sédition aurait dû s'allumer. Machiavélisme peu opérant puisque, au total, on ne vit que quelques pittoresques « bushmen », dotés de flèches plus décoratives qu'offensives.

Des francophones majoritaires

Depuis le début de l'année, nombreux sont les colons à s'être exilés. Mais les métis francophones demeurent, et ils ne tiennent pas le haut du pavé. A l'issue de soixante-quatorze années de tête-à-tête, la carpe britannique l'emporte sur le lapin gaulois. Les cadres formés grâce aux missionnaires presbytériens ont remporté toutes les élections, bien que les francophones soient majoritaires dans les quelque soixante-quatre îles de l'archipel.

C'est sans doute pour éviter tout retour en arrière que les commissaires politiques du pasteur Lini ont été depêchés aux quatre coins du pays. C'est d'ailleurs l'éloignement qui leur confère cette sorte d'immunité aux représailles, d'ordre tribal ou non. Car si la justice vanuatuane s'exprime en anglais, sa police n'a pas la candeur des *bobbies*.

Déjà la langue anglaise prévaut, et c'est de Sidney que proviennent la plupart des biens de consommation. On murmure que la France souhaite se débarrasser d'un pays sans ressources notables, auquel la néocolonisation britannique irait comme un gant. D'autant qu'un partage d'influence se dessine : aux Anglais, les anciennes Hébrides ; aux Français, la Nouvelle-Calédonie.

En cas de péril, l'itinéraire de dégagement déboucherait tout simplement sur l'Australie.

Michèle SOLAT



Le général Gaafar Nemeiry, président du Soudan. (Photo William Campbell/Sygma)

Inquiétude au Soudan après le putsch manqué

A l'intérieur, la réconciliation entre musulmans et chrétiens reste précaire. A l'extérieur, le général Gaafar Nemeiri s'est rapproché de l'Ethiopie et de l'Egypte.

A la suite du coup d'Etat militaire déjoué à Khartoum début mars, le président soudanais, Gaafar Nemeiri, a demandé aux Etats-Unis de construire des bases militaires au Soudan et d'augmenter leur aide aux pays africains ainsi qu'à ceux du Golfe pour lutter contre le « cancer communiste ».

L'appel a été entendu et, selon l'agence de presse soudanaise, Ronald Reagan vient d'informer Nemeiri qu'il avait décidé de porter l'an prochain à 100 millions de dollars l'assistance militaire des Etats-Unis au Soudan, et d'augmenter l'aide économique américaine. Voilà qui doit rassurer quelque peu le chef de l'Etat soudanais.

Depuis son arrivée au pouvoir, en 1969, Nemeiri s'est plaint d'une quinzaine de tentatives de coups d'Etat. Sur deux tentatives sérieuses, l'une (juillet 1971) était d'inspiration communiste, et l'autre (juillet 1976), organisée par la Libye.

A l'intérieur, la réconciliation nationale reste précaire après la guerre civile (1955-1972) qui opposa la majorité musulmane et arabisée du Nord à la minorité noire animiste et chrétienne du Sud. D'autre part, le Parti communiste soudanais, fort d'un million d'ahérents, est l'un des plus puissant du monde arabe africain. A l'extérieur, la menace vient de la Libye, maintes fois accusée par Nemeiri de comploter contre Khartoum. Cette menace se précise maintenant au Tchad.

Aussi le président soudanais s'est-il efforcé de se réconcilier avec l'Ethiopie, dont il a un temps soutenu, voire armé, les « rebelles » nationalistes de l'Erythrée. C'est chose faite depuis novembre 1980. Nemeiri s'est rangé en une alliance tactique aux côtés de l'Ethiopie et du Kenya, contre la Somalie qui en veut à leur intégrité territoriale.

Le soutien de l'Egypte

Autre allié tactique, et clairement déterminé celui-là : l'Egypte, malgré la signature des accords de Camp-David qui indisposent le principal bailleur de fonds de Khartoum, à savoir l'Arabie Saoudite.

Selon le Caire, Tripoli se préparerait à écraser les Forces armées du Nord (FAN) d'Hissène Habré, quitte à les pourchasser sur le territoire soudanais (de nombreux réfugiés tchadiens s'y trouvent déjà). Sadate l'a déclaré publiquement : il se porte garant du régime soudanais.

De son côté, Nemeiri réaffirmait récemment à Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, qu'il fallait « *unir les efforts des pays africains pour mettre fin à la présence libyenne au Tchad* ». Mais jusqu'où peut aller leur détermination ?

Monique MAS

Appel de l'URSS à la coopération technologique de l'Occident

La Sibérie possède de fabuleuses richesses

La Pravda, organe du Parti communiste soviétique, vient de demander aux pays occidentaux de participer directement à la mise en valeur des gisements pétrolifères de l'URSS, en échange d'un approvisionnement assuré *« jusqu'en l'an 2000 et même plus. »* C'est en Sibérie que se trouvent les plus grande réserves de pétrole du pays : de 100 à 600 milliards de tonnes. Mais qu'est-ce que la Sibérie ?

DE prodigieuses richesses réparties sur 10 millions de kilomètres carrés, souvent inaccessibles, toujours difficiles à exploiter : la Sibérie est peut-être un eldorado, mais un eldorado exigeant. Ceux qui ont choisi de le conquérir savent qu'ils n'auront pas la tâche facile.

Après un voyage en Sibérie, on en est persuadé : les Sibériens sont d'une trempe exceptionnelle, ils le savent et, par exemple, ne sont pas peu fiers de pouvoir résister sans broncher à des écarts de températures qui vont de moins 40° C en hiver à plus 40° C en été. C'est avec la même fierté qu'ils parlent de leur pays et de sa puissance, submergeant leurs interlocuteurs sous une pluie de chiffres.

La Sibérie (40 % du territoire soviétique) possède 90 % des réserves de charbon et de gaz de l'URSS (50 % des réserves mondiales), 60 % de son bois et 80 % de son énergie hydroélectrique. Elle est riche en or, en diamants et en métaux rares comme le platine ou le molybdène.

En dix ans, la Sibérie est devenue le centre de production de pétrole le plus important d'URSS. Elle a fourni, en 1980, la moitié du pétrole soviétique : 300 millions de tonnes ; en 1985, elle doit augmenter sa production de 31,6 %. Les réserves pétrolifères de la région de Tioumen sont évaluées à 100 milliards de tonnes et la « découverte » par l'institut suédois Pétrostudies d'un gisement de plus de 600 milliards de tonnes est « possible », selon certains savants sibériens.

Ceux-ci ont surtout en tête, à l'heure actuelle, un autre problème : comment accélérer les rythmes de développement de la Sibérie. C'est d'ailleurs pour le résoudre qu'ils sont venus, en 1957, s'installer à Akademgorodok, cité bâtie à leur intention à une vingtaine de kilomètres de Noutssibirsk.

Akadengorodok est le fief de la section sibérienne de l'Académie des sciences. Cinq mille chercheurs y vivent dans des immeubles style HLM, éparpillés en pleine forêt. Leur tâche : étudier les problèmes du développement de la Sibérie et former les futurs ingénieurs et savants qui transformeront en terres d'abondance les étendues allant de l'Oural au Pacifique.

Loin des débats politiques, les savants travaillent et envoient chaque année à Moscou le fruit de leurs recherches. L'URSS leur doit le « BAM », le second transsibérien, qui ira du Baïkal à l'Amour et servira de support à l'exploitation systématique des richesses sibérienne.

D'autres projets sont à l'étude. Le plus ambitieux prévoit le détournement d'une partie des eaux des fleuves sibériens vers les régions arides d'Asie centrale. Mais les savants d'Akadengorodok font preuve de beaucoup de prudence, et certains, en privé, se demandent si tous les risques ont bien été calculés. La réalisation d'un tel projet peut avoir des effets catastrophiques sur l'équilibre écologique.

Lancer des idées est une chose. Encore faut-il des gens pour les réaliser. La Sibérie manque de bras. Pour un territoire qui fait vingt fois la France, il y a moitié moins d'habitants. Même les salaires élevés ne suffisent pas à attirer la main-d'œuvre. C'est que le travail tient de l'exploit, avec le froid et la solitude.

A Yamal, presqu'île de l'embouchure de l'Ob, des équipes se relaient tous les quinze jours, amenées par avion depuis Tioumen, à quelque deux mille kilomètres plus au sud. Les candidats à un tel voyage sont peu nombreux. Pourtant, c'est Yamal qui doit fournir plus de 40 milliards de mètres cubes de gaz par an à l'Occident.

Au manque de main-d'œuvre s'ajoutent des problèmes de communication et de ravitaillement. La Sibérie a-t-elle les moyens de nourrir ses pionniers ? Quatre millions d'hectares sont cultivés. Mais, dans les terres septentrionales, les terres ne sont cultivables que trois mois par an, en raison des conditions climatiques. Les Sibériens se flattent de pouvoir produire dans des serres, au-delà du cercle polaire, des tomates et des concombres.

La garde des enfants

A la question si souvent posée et jamais résolue : comment porter atteinte — mais sans en avoir l'air — au droit de grève des enseignants, des directeurs et directrices d'école en particulier, Christian Beullac propose sans consulter personne une réponse qui a le mérite de la simplicité sinon de l'efficacité.

Et le ministre de l'Education d'enjoindre par circulaire (celle-ci toutefois ne devant paraître qu'au mois d'avril) à ces fonctionnaires d'accueillir et de garder, les jours de colère sociale, les enfants que, faute de solution de rechange, les parents expédieraient jusqu'à l'école. Du gardiennage, en somme. Une tâche bien adaptee, soit dit en passant, à la morne apathie des grévistes, qui, au moins pendant ce temps-là, ne risquent ni de se réunir, ni de confectionner des tracts, et moins encore — l'horrible chose — de manifester.

A ce sot projet, mais qui s'en étonnera, le SNI a apporté une réponse aussi négative qu'argumentée :

- *Il y a un personnel spécialement affecté à la garde des enfants, et ce n'est certes pas le rôle des directrices et des directeurs d'établissements en grève que de se substituer à lui ;*
- *Il est tout de même curieux que Christian Beullac ne s'inquiète pas du sort des enfants privés de maîtres dès lors que ces derniers ne sont pas grévistes mais souffrants.*

Excellents arguments sans doute, mais qui n'ont guère convaincu le ministre de l'Education. Celui-ci parle même, à ce propos, de l'« égoïsme », voire du « conservatisme du SNI » ; de la méconnaissance que ces fonctionnaires ont de leur rôle social ; de leur attitude mesquine de « propriétaires du service public ».

Conservateurs, les syndicalistes ? Avouons-le, Christian Beullac n'a pas tort. Le SNI ne prétend-il pas défendre les acquis des enseignants quand le ministre de l'Education, qui lui n'est pas conservateur mais réactionnaire, se propose de les rogner ?

J. W.

Ces «techniques» qui veulent quitter le ghetto

Le SNETAA veut redonner aux lycées professionnels des élèves à plein temps

LE Syndicat national de l'enseignement technique (SNETAA-FEN) devait tenir mardi après-midi une conférence de presse à laquelle participe André Henry, secrétaire général de la FEN. Le SNETAA, qui regroupe 22 000 adhérents, vient d'obtenir, pour la première fois, les deux sièges des 11e et 12e collèges (enseignement général et théorique, et enseignement pratique et chefs de travaux) au CEGT. Selon son nouveau secrétaire général, Michel Charpentier, ce résultat *« démontre les progrès du SNETAA au détriment du SNETP-CGT, qui s'est livré pourtant à une campagne anti-SNETAA assez hystérique »*.

Le SNETAA exposera, durant la conférence de presse, ses propositions concernant la formation professionnelle et son attitude face au plan de cinq ans du gouvernement. Aujourd'hui, les élèves de l'enseignement professionnel sont au nombre de 650 000 dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) ; 222 000 dans les centres de formation d'apprentissage (CFA), créés par la loi de juillet 1971 ; plus de 100 000 dans les écoles techniques privées, et environ 150 000 sont concernés par les pactes pour l'emploi.

Face à cette situation, le SNETAA demande que l'ensemble du secteur de formation professionnelle initial soit exclusivement confié aux LEP. Selon Michel Charpentier, *« les CFA n'offrent pas la meilleure formation aux élèves »*. En effet, leur création n'est soumise à aucun contrôle sérieux et est extérieure au ministère de l'Education. Si les LEP et les CFA débouchent sur un même diplôme (le CAP), les moyens d'y parvenir sont différents.

Les élèves des LEP reçoivent 3 780 heures de cours en trois ans, tandis que ceux des CFA n'en ont que 720 en deux ans. Les LEP diffusent un enseignement à plein temps, alors que les CFA, une formation professionnelle dans l'entreprise et une formation générale et théorique dans le centre. Le SNETAA est d'ailleurs hostile à cette alternance et à la formation alternée en général (loi Legendre).

Chômage masqué

Le SNETAA dénonce également les pactes pour l'emploi, *« qui ne débouchent sur aucune qualification professionnelle sérieuse et qui servent plutôt à masquer le chômage des jeunes durant quelques mois »*.

Il réclame, dans le cadre général de l'enseignement laïque, la nationalisation des écoles techniques privées. Le SNETAA entame donc une campagne de promotion des LEP, qui doit mieux faire connaître l'enseignement technique au public. *« Il faut cesser d'y orienter les élèves sur la base d'un échec scolaire »*, nous dit Michel Charpentier. Afin de valoriser l'orientation vers l'enseignement professionnel, le SNETAA veut développer certaines initiatives.



(Photo Pascal Lebrun)

Il souhaite ouvrir les LEP sur la vie grâce aux *« séquences éducatives »* permettant à une classe de faire un stage de quatre semaines en entreprise et pendant lequel les élèves sont amenés à travailler dans leur spécialité. L'objectif de ce stage est fixé par le professeur et négocié avec le chef d'entreprise (annexe pédagogique).

Le SNETAA veut également développer les stages d'un an en entreprise pour les professeurs titulaires et volontaires. Cette expérience est très demandée par les professeurs désireux de reprendre contact avec leur profession d'origine.

Enfin, le SNETAA réclame l'introduction des nouvelles techniques dans les LEP : télématique, informatique, robotique entre autres, qui permettent une ouverture sur le monde pour l'enseignement professionnel, « tout aussi noble que l'enseignement général ».

Félix CHIOCA

Ces «MAD» qui ne veulent pas devenir fous

Des enseignants sont nombreux à s'être «Mis A la Disposition» des mouvements d'éducation laïque

JACQUES G. (trente ans, instituteur). *« Nous, les MAD...*

— MAD ?

— *Oui, je sais, on est mal connus du public. Quand on choisit d'être « mis à la disposition » d'un mouvement d'éducation populaire laïque, voilà le MAD ! Nous devenons des gens de terrain du péri et du postscolaire, comme on dit... Derrière ces mots un peu rébarbatifs, c'est tout un enseignement, une éducation en profondeur qui se continuent... dans des centres de loisirs, de vacances, dans un esprit de formation permanente de l'enfant, de la jeunesse... »*

Bernadette M. (vingt-six ans, MAD). *« Moi, je me demande si je vais faire partie de la charrette ! Mais on ne va pas se laisser asphyxier comme cela... Les mouvements d'éducation populaire laïque, tu vois, c'est un peu comme les poumons de l'école publique... »*

Samedi dernier, 21 mars, à la Mutualité, plus de cinq cents militants de base et de délégués, à l'appel d'organisations nationales (Ligue d'enseignement CEMEA, Pupilles de l'école publique, Francs et franches camarades...), regroupées au sein de la Jeunesse au plein air (JPA), et du Syndicat des instituteurs (SNI-PEGC), venaient affirmer leur solidarité et leur détermination à lutter contre le *« sale coup »* des trois cent cinq suppressions de postes, et plus globalement contre la politique de l'Etat giscardien à l'égard du mouvement associatif laïc d'éducation populaire, mouvement qui œuvre dans le sens d'un véritable service public.

Mais cette journée du péri et du postscolaire ne fut pas seulement journée de défense revendicative. Ce fut l'occasion d'informer un public venu nombreux sur la diversité des actions, dans l'école publique (mouvement coopératif, par exemple) et hors école, menées par des enseignants et des éducateurs particulièrement militants n'acceptant pas la morosité et la déprime, que souhaiterait voir se développer le giscardisme dans tous les « lieux » où souffle l'esprit de l'école publique.

Les véritables besoins, dans ce secteur stratégique de l'éducation permanente à vocation de service public, pouvaient être estimés, comme le soulignaient des interventions de la salle, au quadruplement des postes de MAD.

Au moment où le pouvoir a choisi de développer les technocraties et le mercantilisme éducatifs, il semble bien que les mouvements laïcs d'éducation populaire sont décidés à conserver et à amplifier un dynamisme militant capable de répondre efficacement à la manipulation éducative et culturelle qui menace le service public de l'éducation et de la formation permanente.

Jean CROCQ



L'ECOLE EN MOUVEMENT

remédier à cette situation, Michel Manciaux préconise le renforcement des équipes pédagogiques dans les quartiers défavorisés, une collaboration avec les groupes d'action psychopédagogique, chargés de dépister et de lutter contre les handicaps, et, surtout un autre regard porté sur l'enfant pauvre et sa famille.

NANTERRE ANTIFASCISTE

Les étudiants de Paris X, à Nanterre, organisent une journée d'action le 26 mars pour protester contre l'inculpation prononcée le 20 mars à l'encontre de trois de leurs camarades, dont un militant des Jeunesses socialistes. Ceux-ci avaient poursuivi dans le RER, en décembre dernier, les éléments fascistes du groupe Union-Droit, qui s'étaient introduits dans la fac, munis de barres de fer, pour distribuer des tracts.

LE DOUBLE HANDICAP DES ENFANTS D'IMMIGRES

Le professeur Michel Manciaux, directeur international de l'enfance, estime que les enfants de milieux défavorisés ont une scolarité plus courte, qu'ils se retrouvent plus souvent que les autres dans les classes de perfectionnement, les sections d'éducation spécialisée, qui accentuent leur exclusion. Pour

60 POSTES SUPPRIMES DANS LE VAL-DE-MARNE

Les enseignants du CES Paul-Klee à Thiais, dans le Val-de-Marne, se sont mis en grève pour protester contre les mesures prises unilatéralement par le rectorat, qui a décidé de supprimer deux postes d'enseignants dans ce CES.

Dans l'ensemble du département, ce sont soixante postes qui seront ainsi supprimés dans les projets de structure préparés par le rectorat. Pour se défendre, les professeurs du Val-de-Marne ont décidé de se retrouver tous mardi à la bourse du travail de Choisy-le-Roi, pour une réunion de coordination entre les différents CES du département.

LISEZ-NOUS
ECRIVEZ-NOUS
ABONNEZ-VOUS

Qui a peur d'Henri Curiel?

Trois ans de combat n'ont pas suffi pour faire éclater la vérité.

Mme Curiel, la veuve du militant tiers-mondiste assassiné, a assigné, le 23 mars, le ministre de l'Intérieur devant le tribunal administratif. Avec cette dernière démarche, elle espère obtenir des pièces essentielles du dossier que Christian Bonnet s'obstine à lui refuser.

QUI a tué Henri Curiel le 4 mai 1978 et pourquoi? Près de trois ans après l'assassinat de ce militant en faveur de toutes les causes du tiers monde, l'enquête n'a guère avancé et ses meurtriers — qui se réclamaient d'un mystérieux « commando Delta » — n'ont pas encore été retrouvés. Seule, la communication à la justice de dossiers que semblent détenir les services secrets français sur le fondateur du réseau international « Solidarité » aurait peut-être permis de cerner la personnalité de Curiel. Mais les responsables du SDECE et de la DST se retranchent derrière le « secret de la défense nationale » pour refuser de témoigner. Ils n'avaient pas autant hésité à livrer à certains journalistes des informations quand il s'agissait d'organiser une campagne de dénigrement contre l'homme qui allait finir tragiquement, abattu de trois balles de calibre 11,63.

Henri Curiel était-il oui ou non ce dangereux terroriste que certains se sont empressés de désigner à la vindicte publique? « *Un agent du KGB, un traître à la France* », comme l'ont affirmé ses assassins, pour justifier leur acte dans un communiqué à l'agence France-Presse?

En juin 1976, un dossier de six pages non signées paraissait dans l'hebdomadaire *le Point*. Le journaliste Georges Suffert devait en revendiquer, par la suite, la paternité. Son article fit l'effet d'une bombe: on y apprenait que Henri Curiel était ni plus ni moins que le « *patron des réseaux d'aide aux terroristes* » africains, sud-américains, japonais et palestiniens.

L'homme ainsi accusé ne faisait pourtant l'objet d'aucune poursuite. Il n'en était pas moins connu des services de police.

Fils de banquiers israélites, Henri Curiel était né au Caire en 1914. Marxiste convaincu bien qu'élevé chez les jésuites, il a participé entre 1939 et 1942 à la création du Parti communiste égyptien. Emprisonné en 1948 sous le règne du roi Farouk, il était finalement expulsé de son pays en 1950.

Il s'était alors installé en France, sous une fausse identité: on lui avait refusé le statut de réfugié. Dès 1957, il adhérait au réseau Jeanson, qui soutenait le FLN algérien et aidait les déserteurs et les insoumis refusant la guerre coloniale. Arrêté par la DST en 1960, il allait passer deux ans à la prison de Fresnes, sans jamais être jugé.

Après les accords d'Evian, en 1962, il a été amnistié et a enfin obtenu un statut d'apatride. Jusqu'à sa mort, Henri Curiel devait s'occuper au grand jour de « Solidarité », association qui milite pour la libération des peuples du tiers monde et œuvre en faveur du rapprochement entre les Palestiniens de l'OLP et la gauche israélienne. Qui cela dérange-t-il? Apparemment, pas mal de monde, à en juger par les attaques dont le *Point* donne l'exemple.

Les fausses promesses

En 1976, Curiel a été farouchement défendu par ses amis qui ne voyaient dans l'article de Suffert qu'une opération télécommandée par le SDECE contre la DST. Chargé du renseignement à l'extérieur des frontières, le SDECE dépend du premier ministre; la DST, qui s'occupe du renseignement en France est, pour sa part, sous la tutelle du ministre de l'Intérieur. Y aurait-il rivalité entre leurs services?

Dans un article publié par *France-Soir* le 23 juin 1976, le ministère de l'Intérieur précise: « *Dans notre pays, seuls peuvent être déférés devant la justice les individus contre lesquels existent des preuves formelles justifiant leur inculpation.* » Depuis plus de vingt ans qu'Henri Curiel est continuellement surveillé, il n'a donc jamais été pris en défaut. Les calomnies ne se taisent que pour mieux reprendre en 1977. Le 24 octobre, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* répète les accusations proférées par le *Point*. Il les démentira par la suite; mais le climat reste à la suspicion. L'industriel Hans-Martin Schleyer vient d'être enlevé par des membres de « la bande à Baader ». Le 25 octobre, Curiel est assigné à résidence à Digne. Il apprendra de la bouche d'un inspecteur des Renseignements généraux qu'on lui reproche en fait sa participation à un colloque sur la paix au Proche-Orient qui s'est tenu à Paris quelques jours plus tôt.

Le militant dépose aussitôt une procédure en annulation devant la Commission de recours gracieux des réfugiés et des apatrides. Le 16 décembre, celle-ci émet un avis défavorable à son assignation à résidence. Bien qu'il n'y soit nullement tenu, le ministre de l'Intérieur suit les recommandations de la commission: le 11 janvier 1978, Henri Curiel est donc autorisé à rentrer à Paris. Mieux, il se voit délivrer un permis de séjour d'un an et un « titre de voyage » en guise de passeport qu'on lui avait toujours refusé pendant vingt-sept ans. Cette volte-face suscite quelques questions: l'homme présentait-il, oui ou non, un danger pour la diplomatie française comme l'avait initialement prétendu Christian Bonnet? Et quels éléments ont incité ce dernier à revenir sur sa décision?

« Que d'ombres, que d'ombres ! »

Les amis d'Henri Curiel ne sont jamais parvenus à le savoir: le ministre a toujours refusé de communiquer l'avis émis par la Commission des recours gracieux. Mme Curiel a eu beau saisir la Commission d'accès aux documents administratifs qui lui donna raison le 12 juillet 1979, dix mois plus tard Bonnet invoquait encore le « *secret de la défense nationale* » pour ne pas produire ce document.

L'affaire a été portée lundi devant le tribunal administratif, qui l'a mise en délibéré.

La lumière sera-t-elle faite un jour? Selon les membres de l'Association Henri-Curiel, les services secrets portent une écrasante responsabilité dans l'assassinat du réfugié. Mais alors que *Minute* pouvait impunément produire des éléments du dossier Curiel à la DST, que le *Monde* affirmait que le SDECE avait remis ses informations au *Point*, sans qu'aucun démenti soit jamais apporté, le SDECE ni la DST n'ont jamais accepté de témoigner devant le juge d'instruction.

Carine LENFANT





Vingt mois de prison pour dix cachets d'aspirine

Un jeune homme se retrouve en prison, à la suite d'une tentative de suicide pendant son service militaire.

Bruno Baldassari, vingt ans, est en prison depuis un mois. Il a été condamné par le tribunal permanent des forces armées de Metz à vingt mois de prison et cinq ans de suspension de ses droits civiques. En même temps que lui, cinq autres jeunes gens ont été condamnés à des peines similaires pour des raisons semblables.

Bruno est né à Lyon en 1961 de parents italiens. A sa majorité, en 1978, il effectue auprès de la mairie les démarches nécessaires pour obtenir sa naturalisation, qui lui est accordée en 1979. La même année, il recevait ses papiers militaires et partait effectuer son service militaire à Reims, où il était incorporé.

C'est à partir de ce moment que son histoire jusque-là banale devient véritablement dramatique: cinq jours après son incorporation, il se retrouve à l'infirmerie de la caserne à la suite d'une fracture du gros orteil. Il semblerait que la jeune recrue ait été l'objet d'un « bizutage poussé » et que son moral en ait été directement affecté. Quelques jours après son arrivée, Bruno a également été témoin d'un accident particulièrement pénible: il a vu un jeune insoumis se jeter sous les roues d'un train. Traumatisé par tout ce qu'il vient de vivre en l'espace de quelques jours, Bruno fait une tentative de suicide et avale une dizaine de cachets d'aspirine. Il est complètement déprimé et — selon les autorités militaires — laisse éclater son mécontentement: « *Je ne veux pas rester à l'armée,* dit-il. *Je suis contre l'armée. Je veux rentrer chez moi.* » Dix jours après son arrivée dans la clinique, Bruno est déclaré réformé définitif. Dégagé des obligations militaires, il rentre chez lui et n'entend plus parler de rien pendant un peu plus de six mois. L'armée n'est déjà plus pour lui qu'un mauvais souvenir lorsque, en février dernier, il reçoit une convocation de la gendarmerie à se présenter au tribunal permanent des forces armées de Metz. Il apprend alors qu'il est susceptible d'être condamné pour « mutilation volontaire ». Il se rend à cette convocation libre et sort de la salle d'audience menottes aux poignets, pour être transféré à la prison militaire: il est condamné à vingt mois de prison et est dépossédé de ses droits civiques pour cinq ans. Dans sa cellule, Bruno fait une nouvelle tentative de suicide par pendaison et fait savoir: « *Si, le 10 mai, je ne bénéficie pas de la grâce présidentielle, je me suiciderai pour de bon.* »

Bruno Baldassari ne comprend pas ce qui lui arrive. Pour avoir voulu « jouer le jeu » honnêtement, il se retrouve maintenant derrière les barreaux. C'est lui, en effet, qui a demandé sa naturalisation, et c'est lui également qui a demandé son incorporation normale alors qu'il détenait un dossier médical suffisant pour lui assurer une réforme définitive. Sa bonne volonté, qui ne peut être mise en doute, est confirmée par le témoignage d'une commerçante de Neuilly-Plaisance, Mme Rigal: « *Je me souviens encore, il y a quelques mois, lorsque Bruno est venu me saluer dans le magasin, il était ravi de partir à l'armée pour effectuer son service militaire.* »

La Ligue ds droits de l'homme de Moselle et les élus socialistes de Neuilly-Plaisance, dans la Seine-Saint-Denis (son domicile) se sont déclarés « *choqués, indignés et scandalisés* » par la sévérité du TPFA de Metz, qui, le même jour, avait condamné pour des raisons similaires cinq autres recrues à des peines de vingt à vingt-deux mois de prison ferme, pour des faits qui, selon la jurisprudence antérieure, ne valaient à leurs auteurs que des peines de prison avec sursis.

Pierre POIX



(Photo AFP)

Le sport qui guérit

COMME il y a un sport qui abîme, physiquement et moralement, il y a — et ce n'est que logique — un sport qui guérit.

En France, un récent colloque vient de le démontrer, dix-huit mille handicapés ont une activité sportive et se regroupent dans les 217 sections handisport, existantes. Six mille deux cents licenciés d'ailleurs participent à des compétitions de tir à l'arc, de basket, de ping-pong et même de natation.

Ces chiffres étonnants ont été communiqués samedi, à Strasbourg, dans le cadre de la Semaine internationale de la prévention et de la réadaptation (elle se tenait du 19 au 23 mars 1981) par le Docteur Jean-Bernard Piéra, professeur agrégé de rééducation à l'université de Paris-VI et président de la Fédération française handisport.

« La progression de ces chiffres démontre, *selon le professeur Piéra*, l'intérêt que représente le sport pour les hommes et les femmes gravement handicapés, par exemple chez les paraplégiques, paralysés des deux jambes ou par une fracture de la colonne vertébrale après un grave accident. » *L'intérêt psychique surtout, car le sport permet à un handicapé de montrer qu'il peut accomplir un acte physique qui le met au même niveau que d'autres, valides ou pas, le revalorise et lui permet de vaincre l'appréhension du regard des autres.*

Aux « autres » ensuite, à ceux que toute différence étonne et secrètement inquiète, de poser sur ces sportifs le regard différent qu'ils exigent. Et la multiplication des handisports ne peut, de ce point de vue, que les y aider.

J. W.

Des Français sur la défensive

Face aux Pays-Bas, le onze français semble viser un modeste match nul

QUAND Michel Hidalgo prit en mains les destinées du football français à la fin de l'année 1975, il affirma d'emblée sa personnalité. Déclarant sa préférence pour le football offensif, le marquage de zone, la spécialisation, il se démarquait nettement de ses prédécesseurs. Les nouveaux principes de la sélection nationale favorisèrent l'éclosion de nouveaux talents, parmi lesquels Michel Platini, et contribuèrent à faire de cette période la plus faste depuis 1960.

Cependant, on se souvient que l'échec relatif au « Mundial » avait irrité prodigieusement toute une catégorie d'individus meurtris par la frustration nationaliste, mais surtout financière. Hidalgo apprit alors à ses dépens qu'il avait des comptes à rendre non seulement aux sportifs, mais aussi à tous ceux pour qui le onze national est une énorme locomotive publicitaire. Que la sélection déçoive et chancellent aussitôt des industries et des commerces qui vivent d'une image euphorique de notre football d'élite.

Découragé un moment par la violence des attaques, Michel Hidalgo a fait face et a pris position en faveur des joueurs. Mais il doit toujours, périodiquement, en dépit de son bilan positif, subir les assauts des partisans de la manière forte : *« Je n'ai jamais eu l'impression que l'équipe de France allait au combat »*, déclare en guise de critique le président de Saint-Etienne, M. Rocher. Ce à quoi Hildago rétorque : *« Je ne supporte pas le vocabulaire militaire en sport. Le football n'est pas la guerre. »*

Face à la RFA, la sélection nationale connaît sa plus sévère défaite de l'ère Hidalgo (1-4). Alors que les footballeurs français sont accusés une fois de plus de tous les vices, le mentor, lui, est épargné. Pourtant, cette fois, il n'est pas tout blanc. Déjà contre l'URSS à Moscou, les Tricolores avaient joué le « contre ». Avec ces concessions aux pratiques courantes, leur style devient flou. Faut-il voir là le résultats des pressions ? Un manque de confiance croissant de l'entraîneur en ses joueurs ? On s'étonne en tout cas de le voir déclarer avant le match contre la RFA, *« Nous irons là-bas pour apprendre »*, alors que les Français l'avaient emporté lors de la dernière confrontation.

Invité par une partie de la presse à faire d'autres concessions, il accepte d'adopter le 4-4-2 contre l'Espagne, en écartant l'avant, centre Bernard Lacombe. Mais le plus surprenant est qu'il justifie son choix en déclarant que les joueurs de valeur font défaut à ce poste. Est-ce le nouveau visage d'un homme qui, jusque-là, s'était toujours gardé de hurler avec les loups et de mettre en cause la valeur des footballeurs français ?

Au-delà des tactiques qui n'ont qu'une importance relative, ce sont les conceptions de Michel Hidalgo qui sont maintenant en cause. La participation de la sélection nationale à la prochaine Coupe de monde en Espagne a sans aucun doute un caractère vital pour le football-business. Les pressions qui se multiplient à tous les niveaux dramatisent l'enjeu et l'issue des rencontres. Hidalgo va-t-il céder ? Lui qui rejetait le football défensif et l'esprit de commando va-t-il préparer ses joueurs en vue d'un 0-0 héroïque à Amsterdam ? La leçon de Madrid devrait pourtant être méditée.

L'issue de la rencontre donnera des indications sur les chances de qualification de l'équipe de France, mais aussi sur la force morale actuelle de son animateur. Si Michel Hidalgo renonce à des principes qui ont porté la contradiction à un conformisme de plus en plus agressif, ce sera un coup très dur pour le football français.

Daniel WATRIN



(Photo C. Platian/SAM)

Jean Castaneda : sélectionné pour Espagne-France (1-0), il attend sa deuxième sélection.

AU SPRINT

• **LE PILOTE MOTOCYCLISTE BRITANNIQUE George O'Dell**, trente-quatre ans, champion du monde de side-car en 1977, est décédé lundi à Hemel Hempstead.

Le corps calciné de l'ancien champion a été découvert dans une maison en flammes. Un fusil se trouvait à côté du corps de O'Dell, qui avait lui-même allumé l'incendie après avoir retenu quatre personnes en otages, dont deux membres de sa famille.

• **BASKET-BALL : RECLAMATIONS DU MANS ET D'ORTHEZ.** Mercredi, au cours de la réunion de la commission des arbitres, seront évoquées les réclamations déposées par les équipes du Mans et d'Orthez, toutes deux battues d'un point au cours de la deuxième journée de la poule des As. Le verdict ne sera communiqué que jeudi.

• **SKI ACROBATIQUE, COUPE DU MONDE.** L'Américain Frank Baddor a remporte la Coupe du monde de ski acrobatique, toutes catégories, dimanche, à l'issue des épreuves disputées à Calgary (Alberta), devant les Canadien: Peter Judge et Greg Athens



TEMOIGNAGE

Le rallye des champs et des haies

Au Critérium de Touraine, les voitures ont goûté à la boue des chemins

FAVORI du XIVe Critérium international de Touraine, Bernard Darniche a conduit sa vieille Stratos à la victoire. Tout le monde le donnait vainqueur en espérant bien que Bruno Saby, le récent vainqueur de Lyon-Charbonnières, lui donnerait du fil à retordre. Hélas ! Saby partait avec un handicap contre la Stratos : sa Renault-5 turbo était équipée du « petit » moteur de 200 CV et non du « gros » de 250 CV que Ragnotti a mené à la victoire au dernier Monte-Carlo. Dommage.

Classement sans surprise. Aux trois premières places, les trois favoris : Bernard Darniche, Bruno Saby à 2'10" et Jean-Louis Clarr à 5'16".

L'épreuve maintenant. Le samedi, pas de problème. Un long parcours routier et deux spéciales de classement. Le soleil est de la fête. Tout le monde ou presque se retrouve donc au parc fermé de l'île Bouchard. Le dimanche, on passe aux choses sérieuses avec trois spéciales et un routier en forme de boucle à parcourir sept fois, soit 578,500 km. Un tracé tortillant joyeusement dans l'arrière-pays tourangeau. Des petites routes étroites, des « S » serrés, des épingles en devers et des droites rapides. Hélas ! cette fois, la météo n'était plus au rendez-vous ; capricieuse, elle fait des siennes.

Un soleil palichon, de gros nuages en balade, des bourrasques de vent, des rafales de pluie, tout y était. Rapidement, le circuit est devenu très « piégeux », selon le mot des pilotes. Avec de la boue, des gravillons, de la pluie, certains tronçons de spéciales sont devenus de véritables patinoires.

Les sorties de routes, les têtes à queues, les « touchettes » et les tonneaux n'ont pas tardé à se multiplier. Déjà, dans des conditions météo normales, à la différence des rallyes de montagne, dans les rallyes de plaine comme le Touraine les pilotes n'hésitent pas à prendre des risques. Il est vrai que l'on est prêt à tenter l'impossible lorsqu'il y a un champ de betteraves au bout plutôt qu'un ravin. Les spectateurs venus voir des autos caracoler dans tous les sens étaient à la fête. N'est-ce pas, de toute façon, l'essentiel ?

Gabriel VIALY

THEATRE

Dire n'est pas jouer

«Elle lui dirait dans l'île», de Françoise Xénakis

ON peut faire du théâtre avec n'importe quoi. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à un texte spécialement écrit pour la scène. Encore faut-il inventer une structure théâtrale de remplacement capable de transformer, en images et en paroles à dire, les mots couchés sur le papier.

Malheureusement, dans l'espace scénique étriqué de l'Aire libre (1), Philippe Desbœuf ne semble pas avoir pris cette peine avec le très beau livre de Françoise Xénakis : *Elle lui dirait dans l'île* (2). L'ébauche de jeu et l'esquisse de mise en espace qu'il propose, ne permettent pas de faire passer la rampe à une œuvre aussi écrite. Même l'excellente diction des comédiens (Elizabeth Mozart, Bernard Mallek, Didier Vallée), leurs silhouettes agréables et leur maintien irréprochable sous les projecteurs ne pallient pas les carences de cette pseudo-adaptation.

Reste pour le public à subir, pendant l'heure et demie de la représentation, un discours qui demeure, de bout en bout, une fastidieuse récitation.

Assurément, mieux vaudrait lire le livre, allongé sur une plage, en entendant le bruit de la mer. Rêver, comme l'héroïne, à l'absent qui purge une peine de bagne dans une île lointaine. S'effrayer des difficultés qu'il faudra surmonter pour pouvoir lui rendre une simple visite. Prolonger ce rêve jusqu'au cauchemar, en le retrouvant soudain vieilli, enlaidi, métamorphosé... *autre*. Découvrir ainsi, ligne après ligne, cette fascinante confrontation du rêve et de la réalité, du temps et de la liberté.

Claude BROUSSOULOUX

(1) Aire libre Montparnasse, 3, impasse de la Gaieté, 75014, jusqu'au 3 mai.
(2) Robert Laffont.



Elizabeth Morat

CHEZ VOUS CHEZ NOUS

Angers. Théâtre : *George Dandin,* de Molière, présenté par le CDN des pays de Loire, dans une mise en scène de Jacques Gosguen. Théâtre municipal. Jusqu'au 27 mars.

Brest. Théâtre : dans le cadre du Mois du comédien, forum-rencontre sur le thème : *le théâtre et les comédiens* avec la participation de Jean-Michel Ribes... Fac de lettres. 18 h. A 20 h 45, le Théâtre du Totem et le Théâtre de l'Arrache-cœur présentent *Jacky Paradis* de Jean-Michel Ribes. Débats après le spectacle. Palais des arts et de la culture.

Caen. Variétés : *Le clown Dimitri,* théâtre municipal. Jusqu'au 27 mars.

Créteil. Musique. Concert présenté par l'*Ensemble intercontemporain* sous la direction de Juan Pablo Izquierdo. Au programme : suite Opus 29 de Schönberg, Seven Sites de Gilbert Amy, *l'Histoire du soldat* de Stravinsky. Maison des arts André-Malraux. Le 25 mars.

Nantes. Variétés : *Bérenger* au Paris. Le 25 mars.

Privas. Variétés : *Cuarteto Cedron.* Théâtre municipal.

Rennes. Jazz : *Wilhem Breuker Kollektief.* Maison de la culture. Salle Jean-Vilar. 20 h 30. Les 25 et 26 mars.

Saint-Brieuc. Rock-théâtre : *Cauchemar à 4L 2 à la veille de ses noces.* Centre d'action culturel.

Saint-Etienne. Danse : *Tanzabend II,* chorégraphie de Pina Bausch avec les Wuppertaler Bühnen et le Pina Bausch Tanz Theater. Comédie de Saint-Etienne. Les 25 et 26 mars.

Thonon-les-Bains. Marionnettes : l'*Opéra de quat'sous,* présenté par le Marionnetteatern de Stockholm. Maison des arts. Le 25 mars.

Sceaux. Cinéma : *IIIe Festival du film de femmes.* Jusqu'au 29 mars.



Ensemble national algérien de danses populaires

Semaine d'amitié Alger-Marseille

LE programme de cette « semaine d'amitié » entre Alger, Marseille et leurs régions frappe par sa richesse. Cette année, dix-huit films, dont plusieurs inédits en France, musiques, débats, danses, expositions sont présentés en divers lieux dans Marseille, en Arles, en Avignon, à Aix et à Berre, du 24 au 31 mars. L'an prochain, Marseille sera à Alger.

La séance d'inauguration, le 23 mars, s'ouvrait sur le film inédit de Mohamed Bouamari, *Premier pas,* celui d'une présidente d'assemblée populaire communale. On attend beaucoup de la chronique d'une bande d'adolescents non scolarisés de Mohamed Ifticène, *Jalti.* Le monde du travail, l'insertion des femmes dans la cité, les inquiétudes du macho ou du héros sont des sujets diversement traités.

La musique, elle, commençait par Aix, comme il se doit, avec des chants kabyles principalement, mais aussi les envoûtantes mélodies des Touaregs grattant sur les cordes de leur amzad, et le populaire *chaabi.* Ce retour aux sources musicales accompagne les prestations de l'*Ensemble national algérien de danses populaires* créé pour la sauvegarde du patrimoine chorégraphiques du pays ; les danses féminines alternent avec les danses masculines. L'une d'elles, toutefois, associe hommes et femmes pour la cérémonie du mariage. Ces manifestations, destinées à faire évoluer les mentalités envers une culture souvent méconnue, pourraient inspirer d'autres régions au fort taux de population maghrébine. Qu'attendent les régions parisienne, lyonnaise et grenobloise pour suivre l'exemple de la Provence ?

MEM

EXPOSITION

Rock-expo

A la mémoire de Robert Malaval

JUSQU'AU 20 avril se déroule au musée d'Art moderne une exposition de peinture consacrée à Robert Malaval. Un hommage en quelque sorte, puisque ce peintre contemporain s'est suicidé au mois d'août 1980.

Fanatique du rock et des Stone, Malaval n'a cessé de vacciller entre le délire et la raison. Tout d'abord il invente l'élément blanc. Une matière plâtreuse qui saute, coule, roule, envahit sa vie et ses meubles pour donner naissance à d'étranges « sculptures », comme ce fauteuil où est assis un corps humain sans tête qui fait office de bougeoir.

Puis c'est l'époque des paillettes. Chacune de ses toiles se retrouve couverte de ces petites particules qui donnent aux couleurs un charme presque féminin. Et enfin, en juin 1980, c'est la grande exposition au Centre culturel de Créteil. Malaval peint devant les visiteurs. Son goût de la provocation est à son comble, et si son balai enduit de peinture fait exploser des merveilles, il ne fait rire que les enfants, avec lesquels d'ailleurs, il réalise quelques toiles. Puis, la géniale épopée de Malaval s'arrête brusquement au mois d'août.

Mais il nous reste son œuvre, toiles et dessins d'une qualité exceptionnelle derrière lesquels plane sans cesse l'ombre du rock. Lors du vernissage il y avait deux groupes : Little Bob Story et une autre formation dans laquelle jouait le fils de Malaval. Un clin d'œil musical, un hommage qui malgré ses décibels n'est pas parvenu à effacer le malaise.

Quoi qu'il en soit, c'était sûrement la façon la plus bouleversante et la plus intelligente de réunir tant de gens aux cœur de la création. Malaval, sensible, dur, un peu fou peut-être, reste le plus grand peintre rock. L'alliage musique-peinture nous montre une fois de plus que le racisme artistique n'est pas pour demain... !

ISABEL



Gérard Guégan

LIVRES

Un appel qui vient de l'Est

«Polonaises», de Gérard Guégan

DE Varsovie à Gdansk, de Cracovie à Wroclaw, Gérard Guégan ébranle la réalité polonaise et nous dévoile l'intimité d'un peuple. Abandonnant les images d'actualité, l'auteur trace, par des touches justes et émouvantes, les contours de la Pologne féminine, ses corps, ses regards, ses paroles. « *Donc, ici, dans ce livre qui commence, les femmes refléteront l'homme, et vice versa.* » Si nous percevons, au travers des gouttes de pluie, « quel sale temps ! », les difficultés et les misères de la vie quotidienne ; Gérard Guégan ne triche jamais, il n'est ni sociologue ni journaliste politique. Ses compagnons de voyage se nomment Milosz, Artaud, Char, Jarry...

C'est en toute solidarité que Gérard Guégan a rencontré ces femmes, leur a parlé, les a écoutées. C'est avec amour et complicité qu'il a forcé les secrets, les « dire » inavoués, qui se réfugient en deça de prénoms fascinants, Krystina, Marzena, Magda... Riches ou pauvres, ces femmes symbolisent la diversité polonaise, et sont à l'image d'un univers en pleine ébullition. Ouvrières, actrices, voleuses, religieuses, prostituées... elles affirment contradictoirement la difficulté d'être, la rage de vivre, l'angoisse, les bouleversements à venir, le laisser-aller. Si une permanente de Solidarité croque la vie à pleines dents, Monika la punk aux cheveux verts s'exile dans la révolte qui la conduira en prison, pour vols. Si Helena se montre ironique et mordante à l'égard de la société, Anna ressent au plus enfoui d'elle-même la suspicion — « Ici, on se sent tout le temps coupable ». Grazna apprend jour après jour ce qu'est être une jeune juive, Ewa se sert de son corps pour refuser la médiocrité ambiante. D'autres cherchent en vain un mari, d'autres encore s'accrochent à la foi catholique. Quant à Beata, elle dont le mari faisait la grève « aux chantiers », ses déchirures d'hier et ses rêves de demain s'entrechoquent au crépuscule des gestes et des mots, pour conquérir la dignité, « car je suis moins qu'un animal ».

Dans une langue alerte et vivifiante, d'où la poésie n'est jamais absente, Gérard Guégan nous entraîne sur les chemins douloureux des craintes et fait jaillir, de corps multiples, l'éclat provocant des désirs. Il dérange notre confort intellectuel et nous renvoie sans cesse au miroir trouble des clairs-obscurs exprimés dans cette galerie de portraits. La passion qui anime l'auteur n'arrête pas, tout au long des pages, de nous interroger. Et, lorsque Gérard Guégan s'éloigne de ce lointain théâtre, ombres et lumières de vie, nous écoutons, avec émotion, la voix sourde de Helena, l'actrice, lancer un « *appel si fort qu'il doit ouvrir le paradis* ».

Jean-Marc LACHAUD.

Polonaises, par Gérard Guégan. BFB, 348 pages.

EN TROIS MOTS

Radios et chaînes, leur cote d'amour

Comme chaque trimestre, le Centre d'études des supports de publicité (CESP) a communiqué le résultat de ses sondages, permettant d'établir la cote d'amour des principales stations de radio et chaînes de télévision. Par rapport à l'année dernière, on signale une légère hausse, les auditeurs et téléspectateurs réunis passent de 70,4 % à 70,6 %, sans doute à cause de la campagne présidentielle. Parmi les chaînes, TF1 se taille la part du lion avec une augmentation de 4,6 %. A2 enregistre un modeste progrès de 1,7 %, et la malheureuse FR3 constate une baisse de 6,5 %. Côté radio, Europe 1 et France-Inter se disputent la palme : un bond en avant de plus de 3 %. RMC se contente de 1,3 %, et RTL se console d'accuser une légère baisse en rappelant que certaines de ses tranches horaires battent tous les records d'écoute.

Les déserts musicaux de France

Pas de professeur de musique dans les écoles rurales. Cette lacune vient d'être signalée (et déplorée) par la Fédération nationale des associations de parents d'élèves de conservatoire, lors de son congrès du 20 au 22 mars. M. Christian Beullac, ministre de l'Education, a promis, pour calmer les esprits, de faire appliquer la mesure prévoyant une heure hebdomadaire de musique dans le primaire. Mais la charge des écoles de musique incombe en presque totalité aux collectivités locales. Ainsi s'accroît le désert français. En République fédérale allemande, l'Etat accorde à l'enseignement musical un budget quinze fois supérieur au nôtre. C'est à cette condition qu'on découvre parfois quelque petit Mozart.

Un bouddha de trois millimètres

Le sculpteur chinois Shen Weizhong a taillé en ivoire un bouddha de trois millimètres, dont le visage souriant ne peut être contemplé qu'avec un microscope grossissant cinquante fois. Coutumier de telles prouesses, Shen parvint l'an dernier à graver cinquante caractères chinois et quatre-vingts lettres romaines sur un cheveu d'un centimètre de long.

Les amis du poulailler

Les huit cents membres de la plus prestigieuse association de mélomanes d'Italie, « *Les amis du poulailler* », se sont prononcés en faveur du droit de siffler à l'opéra et contre la « claque » organisée. Les siffleurs de Milan manifestent parfois leur indignation avec tant de fougue qu'il faut appeler la police pour rétablir l'ordre.

Un Tristan médiéval égaré dans le monde moderne

«Le Chevalier et la Reine», de Christopher Frank



Christopher Frank

QUELLE sarabande de personnages symboliques, mythiques et légendaires au cœur d'un moyen âge contemporain... Quelle purifiante histoire d'amour inscrite dans les premiers jours de la création d'un monde déjà touché par le mal, la putréfaction et l'horreur... Combien de femmes, aussi, avant de trouver la Femme, dans cette époustouflante succession de séquences et de tableaux...

Au milieu de cet univers en décomposition erre, venue du ventre de la terre mère, la putain noire aux cuisses blanches gigantesques, « qui ballottent comme un dessert anglais ». Elle est accouplée à l'Ancien , monstre des ténèbres, auprès duquel les hommes mesurent leur virilité lors de combats à l'issue fatale. Passe comme une ombre la petite vamp, espèce de femme-enfant, encore effrayée par ses pulsions. Surgit dans un flash la jeune vierge vertueuse qui aurait pu être le foyer, les enfants... S'épanouit encore, comme un feu dévastateur, la fascinante et irrésistible Arca, call-girl, aux formes parfaites. Cette espèce de Salomé des temps modernes, mi-sorcière, mi-déesse, dévore les hommes. L'image obsédante de cette femme « matrice et tombe, immobilité et mouvement » présente une tentation très forte pour l'auteur. Mais il y a la reine, l'épouse aimée du roi, souveraine entre toutes... peut-être parce qu'elle réunit tous ces visages...

Elle seule émeut le chevalier qui grandit de jour en jour, de tournoi de lice en tournoi de lice, dans le même temps qu'il conquiert son amour. Pas un amour chaste et éthéré. Ce serait mal connaître Christopher Frank. L'acte sexuel est consommé dès leur première entrevue, décrit avec érotisme, tendresse et humour. Ce qui compte c'est la découverte d'un amour qui soit une fin en soi. Et malheur au chevalier lorsqu'il atteint l'absolu.

Ce n'est par hasard, évidemment, si l'auteur de *la Nuit américaine* (Prix Renaudot 1972, adapté au cinéma par François Truffaut), de *Mortelle,* du *Rêve d'un singe fou* et de *Josepha* a juxtaposé et entremêlé avec le plus grand piquant et la plus grande cocasserie l'époque des donjons, des hérauts, des chevaux, avec celle des Boeing 747, des téléphones et des tables d'écoute. Ce n'est pas fortuit, non plus, si l'amoureux transi au cœur noble a les traits d'un chevalier. Qui peut être plus dévoué, corps et âme, à sa reine ? Même le roi fait figure de fou dans ce vaste jeu d'échecs, sans merci. Echec et mat, cet idéal qui atteindra les frontières de l'horizon dans une buvette du même nom. C'est là que les amants se désaltéreront dans les bras de la mort.

Ce livre surprenant, patchwork osé où les mots et les idées se heurtent et s'entrechoquent en un cocktail des plus savoureux, se lit d'un seul trait, comme on dévore un dessert. L'humour, insatiable, est au rendez-vous, qui désarme les moments les plus cruciaux, qu'ils soient violents ou romantiques... Mais point d'ironie en fond de toile. L'écrivain ne ressemble-t-il pas étrangement à ce Tristan médiéval, issu d'une chanson de geste, qui, inlassablement, dans la course folle de ses livres, cherche une esthétique de vie — un absolu — au travers d'un idéal féminin ? Dommage que cela passe toujours par la beauté parfaite et sculpturale, même si, cette fois-ci, la reine est, plus qu'une supermannequin, la figure de proue d'un pouvoir divin inexplicable et inexpliqué.

Mireille DUMAS

Le Chevalier et la Reine, par Christopher Frank. Seuil, 183 pages.

Mardi 24 mars

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Grand débat.
Emission de Jean-Marie Cavada, Patrice Duhamel et Richard Vernay.

21 h 35 — Clés pour demain. Les langages de la vie.
Emission de R. Clarke et N. Skorzky.
Réal. M. Ginesy.
Sur la communication des molécules, le langage amoureux. Avec Albert Jacquart, généticien des populations, Joël de Rosnay, biologiste, Colette Ouzilou-Ziwes.

22 h 35 — Charmes de Paris. Le libraire de la place des Vosges.
Réal. Philippe Prince.

22 h 55 — Journal.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — Les dossiers de l'écran : Adieu, ma jolie.
Film de Dick Richards (1975). Avec Robert Mitchum, Charlotte Rampling, John Ireland et Napoléon Whiting, qui joue le rôle de l'employé de l'hôtel.
Un polar rococo, plein de poncifs qui nous enchantent. Ceux qui ont vu Mitchum dans « la Nuit du chasseur » et Rampling dans « Zardoz » ne manqueront pas ce film qui réunit les deux acteurs.
Débat : les détectives privés, une profession encore louche ?
Avec J.-C. Barret, directeur de l'agence Duluc ; A. Duchenne, directeur de l'agence Dubly ; Christian Borniche ; Jeanne Folly, journaliste au *Matin* ; Guy Daric, qui a utilisé les services d'un détective privé. (*voir notre encadré.*)

23 h 30 — Journal.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Sissi impératrice.
Film de Ernst Mariscka (1956). Avec Romy Schneider, Karlheinz Böhm et Magda Schneider.
La suite des aventures de Sissi.

22 h 10 — Soir 3.

Mercredi 25 mars

12 h 05 — Réponse à tout.

12 h 25 — Une minute pour les femmes.
Dossier mensuel : un ordinateur à domicile.

12 h 30 — Midi-Première. Avec Guy Béart.

13 h 00 — Journal.

13 h 35 — Portes ouvertes.
Marchons : dossier sur les problèmes des prothèses pour personnes handicapées physiques.

13 h 55 — Les visiteurs du mercredi. Emission de Christophe Izard.

18 h 00 — Automag. Enquête : voitures spéciales pour personnalités spéciales.

18 h 25 — L'île aux enfants. Pedro Tao Tsenlin.

18 h 50 — Avis de recherche. Avec Roland Magdane.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Les paris de TF1. Avec Michel Drücker.

19 h 50 — Tirage du loto. Avec Nicole Croisille.

20 h 00 — Journal.

20 h 30 — La voie Jackson.
Téléfilm en trois parties de Gérard Herzog, d'après son roman. Avec Marie-Josée Neuville, Guy Marchand, Sami Frey.
Première partie : Course et alpinisme (voir notre encadré).

22 h 00 — La rage de lire. Une heure avec Alexandre Zinoviev. Emission de Georges Suffert. Réal. J.-P. Barizien. Avec Max Gallo, Michel Heller, Georges Nivat, Antoine de Gaudemar et Cella Minart.

23 h 10 — Journal.



Marie-José Neuville et Samy Frey, sur TF1, à 20 h 30.

«La Voie Jackson»

Un amour: la montagne

TOUTE l'histoire est celle d'une montagne que l'on escalade en espérant atteindre le soleil et que l'on descend péniblement dans les affres et les douleurs de la vie qui ne pardonne rien.

Toute l'histoire est aussi accrochée à une paroi de montagne vierge que deux cordée rivales essaient de conquérir. Même devant les pics rocailleux et enneigés, la compétition existe. Pas vraiment la compétition d'ailleurs, plutôt l'envie folle, irrationnelle de triompher d'un point appelé sommet, entre terre et ciel, d'être là-haut, la tête près des nuages, les pieds enfoncés dans le roc.

Il ne s'agit pas d'un reportage sur l'alpinisme, mais bien d'une fiction que Gérard Herzog a tiré de son propre livre publié en 1956, du même nom. Bien sûr, le réalisateur est un alpiniste chevronné, ce qui donne au film une dimension grandiose, à hauteur des paysages de haute montagne où le tournage a eu lieu.

Pas de chiqué. Pas de studios. C'est à 4 000 m d'altitude, autour de Chamonix, que *la Voie Jackson* nous conduit dans une aventure humaine qui devient vite surhumaine lorsque la nature se déchaîne, hostile... et les personnes averties savent que la montagne, comme la mer, ne fait pas de cadeaux. Semblable à la mante religieuse, elle dévore et enferme dans ses entrailles ceux qui l'ont adorée. Face aux intempéries redoutables, face au froid, à la faim, à l'épuisement... et bientôt au désespoir, les ruses et les taquineries collégiennes entre les deux groupes ne seront plus qu'un lointain fantôme rigolard. Des liens se nouent, les deux équipes font bloc. Il faut renoncer à atteindre le but fixé et redescendre vite, avant qu'il ne soit trop tard. Il faut survivre. C'est dans ces circonstances tragiques que les personnalités de chacun vont s'affirmer. Et les rapports entre les personnages sont si justes, les dialogues si vrais, les interprètes si authentiques que nous sommes balayés, nous aussi, par le vent glacial de la montagne. Nous avons l'impression d'être entrés au cœur d'un reportage. Que les interprètes arrivent à exister autant, tout en se faisant oublier, est un exploit rare à la télévision. Et il n'est pas très facile d'être un premier de cordée et un guide crédibles quand on se nomme Guy Marchand ou Sami Frey.

Tout est sobre, et cette descente dramatique vers la vie et la mort est une gifle des glaciers, d'autant plus cinglante que chaque effet est mesuré. Même les liens amoureux qui naissent entre la seule femme du groupe, Jackson (l'étonnante et bouleversante Marie-Josée Neuville), et l'un des hommes ont cette retenue, pleine de sensualité et de désespoir, qui rend tout amour irrésistible — on serait tenté de dire irréversible. Car leur histoire illustre leurs sentiments pour cette montagne qui les enveloppe dans une sensualité émanant de chaque microcosme de neige, de cet espace infini d'absolu.

Le film, scindé en trois épisodes, a une ampleur que le livre n'avait pas, sans lourdeur. Mais il reste à la gloire du courage et du dépassement de soi... l'exploit. Dommage !

Mireille DUMAS

Sur TF1, les 25, 26 et 27 mars, à 20 h 30.

10 h 30 — Antiope.
Les chantiers de jeunes. Technicien du son. Livres nouveaux.
11 h 30 — Décrochages régionaux.

12 h 05 — Passez donc me voir.

12 h 30 — Les gaietés de la correctionnelle. Hep, taxi !

12 h 45 — Journal.

13 h 35 — Télévision régionale.

13 h 50 — Face à vous.

14 h 00 — Aujourd'hui madame. Les mercredis.

15 h 15 — Bonanza. Série américaine. Avec Lorne Greene, Pernell Roberts, Dan Blocker. La course à la potence.

16 h 10 — Récré A2.

18 h 10 — Follow me.
Cours d'anglais présenté par Igor Gourine.

18 h 30 — C'est la vie.

18 h 50 — Des chiffres et des lettres.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 45 — Journal.

20 h 35 — Football. Pays-Bas - France.
Commentaire de Thierry Roland et Bernard Père. Coupe du monde, éliminatoires de la zone européenne (sous réserves).

21 h 50 — Alain Decaux raconte : Bérénice aimée de Titus.
Réal. Jean-Charles Dudrumet.

22 h 50 — Journal.

18 h 00 — Travail manuel.
Sous la loupe. Revalorisation du travail manuel.

18 h 30 — Pour la jeunesse. L'ours Paddington. Puzzle.

18 h 55 — Tribune libre.
Comité de soutien de Marie-France Garaud.

19 h 10 — Soir 3.

19 h 20 — Actualités régionales.

19 h 40 — Télévision régionale.

19 h 55 — Dessin animé. Les superbécanes.

20 h 00 — Les jeux de 20 heures.

20 h 30 — Alerte à la bombe.
Film de John Guillermin (1972). Avec Charlton Heston, Yvette Mimieux, James Brolin, Claude Akins.
Y a-t-il un terroriste dans l'avion ? Peut-être pas, mais il y a au moins une grosse bombe, une femme enceinte, un sénateur, un musicien noir, un ancien sergent.

SELECTION RADIO

Mardi 24 mars

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Dialogues. Les juifs entre la mémoire et l'imaginaire. Avec l'historien Pierre Vidal-Naquet et l'écrivain Alain Finkielkraut, auteur du *Juif imaginaire*. Réal. Alain Pollet.

Mercredi 25 mars

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — Le matin des musiciens. Ravel, l'ordre et l'aventure.

21 h 45 — Le concert égoïste. Roland Barthes. Chopin, Mozart, Beethoven, Dvorak, Schubert, Fauré, Debussy, Weber, Bellini, Monteverdi.

FRANCE-CULTURE

9 h 07 — Sciences et techniques. Matinée composée par Georges Charbonnier. Informatique et littérature automatique. Dictionnaire de la langue des XIX^e^ et XX^e^ siècles. Eléments de génétique quantitative. Histoire des sciences.

20 h 00 — La musique et les hommes. L'approche tragique du Dieu caché, par Dominique Dubreuil.

Quatre membres présumés du GLA incarcérés près de Paris

Le mal antillais

Quatre membres présumés du Groupe de libération armé de la Guadeloupe (GLA) viennent d'être incarcérés dans des prisons de la région parisienne.

LE 27 février dernier, une journaliste à FR3 Guadeloupe, Marie-Christine Le Du, avait été retrouvée à l'intérieur d'une malle abandonnée dans un hangar, après avoir été enlevée aux Abymes.

A la suite de cet enlèvement, quatre hommes avaient été arrêtés: Luc Reynete, secrétaire général de la société HLM de la Guadeloupe, Jean-Claude Mado, assistant d'université à Foullol, Louis Gambi, agent d'Air France, et Jean-Baptiste Guy, artisan. La semaine passée, en Guyane, ils ont été inculpés d'association de malfaiteurs, d'attentats par explosifs, d'arrestation et séquestration illégales. Pour cette inculpation s'étaient déplacés MM. Pometan, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat, et Pierre Bachelin, avocat général.

« Bumidom » et déracinement

Les quatre hommes sont accusés de plusieurs attentats, contre la gendarmerie de Sainte-Anne, le 7 août 1980 contre des vedettes de la marine de Pointe-à-Pitre ; contre un Boeing d'Air France, le 17 décembre contre l'hôtel Méridien de Saint-François, le 17 novembre, et contre le conseil général de Basse-Terre, le 5 décembre.

Ils ont été transférés en France le 21 février, avant d'être emprisonnés.

Sans préjuger la culpabilité des quatre Antillais, et sans qu'il soit question d'approuver les actes de violence incriminés, ces arrestations et ces emprisonnements attirent une fois de plus l'attention sur les Antilles, où neuf représentants officiels de la majorité se succèdent actuellement pour la campagne électorale. « *Mais,* comme l'écrit un Antillais vivant en France, Octave Cestor, du Parti socialiste, *il est temps de mettre fin à l'exploitation scandaleuse des Français d'outre-mer. Plus de la moitié de cette population se trouve sur le territoire métropolitain. Giscard a accéléré le processus de déracinement de ces peuples, qui ne demandent qu'à rester dans leur pays pour travailler et pour vivre décemment.*

» *Les départements et territoires d'outre-mer, paradis des hommes fortunés, ne doivent pas nous faire oublier que des milliers d'hommes et de femmes ne mangent pas tous les jours à leur faim. Giscard a créé une société française de façade qui fait naître, derrière ce rideau de faux-semblants, le désespoir et l'aliénation d'un peuple.* »

La France ne semble en effet avoir trouvé pour l'instant au mal des Antilles que le (Bumidom ou Bureau de migration des départements d'outre-mer), qui paie le voyage aux jeunes vers la métropole en leur faisant miroiter stages, emplois et situations, et les laisse ensuite à leur désillusion. C'est ainsi qu'on vide les Antilles de la moitié de leur population, qu'on procède au déracinement d'un peuple et que, pendant ce temps, paradoxalement. alors que le SMIC est là-bas de 23 % plus bas qu'en métropole, les fonctionnaires métropolitains y touchent une prime de vie chère montant à 40 % de leur salaire...

Ph. LERAY

Démarches pour la grâce de Philippe Maurice

« *L'EXECUTION de Philippe Maurice dont le dernier recours judiciaire vient d'être rejeté serait un pas en arrière quant au respect des droits de l'homme* », vient de déclarer l'association Amnesty International, qui a demandé au président de la République français « *d'agir conformément aux déclarations dans lesquelles il s'est dit opposé à la peine de mort et conformément aux critères internationaux.*

» *Le parlement européen a lancé il y a quatre mois,* a, en effet, révélé Amnesty, *un appel à tous les membres de la CEE pour qu'ils suspendent la peine de mort en attendant qu'il débatte de ce sujet.* »

Le Syndicat des avocats de France, de son côté, rappelle son hostilité au principe même de la peine de mort et demande dans un communiqué « *s'il est supportable qu'un seul homme, de surcroit soumis aux pressions d'une campagne électorale dont il est l'un des acteurs, ait le pouvoir exorbitant de décider de la mort d'un autre homme.* » Tout en estimant que ce droit de grâce constitue « *une institution anachronique* », le syndicat réclame que « *la grâce soit accordée immédiatement à Philippe Maurice.* »

Des enfants avaient découvert des tonnes de munitions dans un souterrain

La caverne des jeux interdits

DES enfants ont découvert, dans le département de l'Oise, un dépôt de munitions datant de la Dernière guerre et en ont emportées chez eux ; mais la maîtresse d'école de l'un d'eux ayant, pour les mettre en garde, parlé pendant la classe du drame de Bremmelbach (Haut-Rhin), cet élève lui a tout raconté.

Les enfants, âgés de neuf à douze ans, avaient découvert, dans une carrière souterraine située près de Hénonville (Oise), un stock de munitions abandonné par les Allemands en 1944. La galerie avait, à l'époque, été comblée, mais l'érosion a découvert quelques interstices dans lesquels un enfant peut se faufiler.

La maîtresse a alerté le maire, qui, à son tour, a prévenu les gendarmes de Méru. Ils découvrirent chez l'élève une grenade à fusil, apparemment en état de fonctionnement, et ils s'avéra que d'autres enfants avaient emporté chez eux qui une grenade, qui un obus...

Les gendarmes se sont efforcés de tout récupérer et ont alerté le service de déminage qui doit se rendre sur les lieux car les enfants ont dénombré une douzaine de caisses contenant probablement des explosifs.

BREF

Il perd 100 F et se tue

Un jeune garçon de treize ans s'est suicidé à Graulhet, dans le Tarn, parce qu'il avait perdu les 100 francs que lui avait confiés son père pour jouer au tiercé (alors que la loi interdit aux mineurs d'engager des paris).

Chemin faisant, il égara l'argent et, craignant une réprimande, ne rentra pas chez ses parents à midi. Après avoir flâné tout l'après-midi avec un camarade, il fit part à ce dernier de son souci et de sa détermination, mais son ami refusa de le prendre au sérieux.

Peu après, une passante l'a découvert pendu à un arbre.

• **Plusieurs dizaines de milliers de méduses** ont envahi lundi le rivage à environ 10 km au sud de Bastia, sur la côte orientale de la Corse.

Ce phénomène a été observé par le personnel du sémaphore du cap Sagno, qui a pu se rendre compte que certains de ces coélentères atteignaient un diamètre de 50 cm.

Selon les pêcheurs de cette région, cette « invasion » est annonciatrice de beau temps.

• **Le dernier bilan de l'accident ferroviaire** qui s'est produit dimanche près de Nis, en Yougoslavie, s'élevait lundi matin à vingt morts et vingt-sept blessés grave, dont huit très grièvement.

L'effondrement d'un mur de soutènement lors du passage de l'express Belgrade-Nis avait précipité deux wagons de ce train dans la rivière Morava. Les équipes de secours progressent difficilement et il est à craindre que le bilan ne soit plus lourd.

• **Un soldat** de l'Ecole d'application de l'armée blindée de Saumur (Maine-et Loire) est mort électrocuté au cours d'un exercice d'entraînement, dans la nuit de dimanche à lundi.

Le cavalier Leroux dressait l'antenne-radio d'un véhicule, dans la nuit, sous une très forte pluie, quand l'extrémité de l'appareil a heurté une ligne à haute tension.

• **Un ouvrier a été tué** lundi matin lors de l'explosion d'une machine, survenue dans une usine de produits chimiques, à Couterne, dans l'Orne.

Une dizaine de personnes se trouvaient dans l'atelier de transformation de l'usine Produits chimiques auxiliaire et de synthèse, lorsqu'une machine, une essoreuse, a explosé pour une raison inconnue.

Un ouvrier qui travaillait tout près de l'appareil, Dominique Villiers, trente ans, a été tué sur le coup. Les autres personnes présentes dans l'atelier sont indemnes.

• **Un employé SNCF de Tours**, qui avait tué en octobre 1978 sa maîtresse et la fille de celle-ci, a été condamné lundi soir à quinze ans de réclusion criminelle par les assises d'Indre-et-Loire.

Le 29 octobre 1978, au petit matin, Roland Chevallier, quarante-sept ans, originaire de Saint-Georges-sur-Cher, dans le Loir-et-Cher, avait abattu à coups de fusil Thérèse Poupeau, veuve, quarante-deux ans, vendeuse dans un grand magasin, et la fille de celle-ci, Michelle, dix-sept ans, secrétaire, sur le palier de leur appartement à Tours.

Très modéré, le procureur a requis quinze ans de réclusion criminelle, tout en rappelant que le code prévoyait pour ce genre de crime la peine de mort.

• **Mardi 24 mars, à 20 h 15,** au Théâtre des Blancs-Manteaux, une représentation de *Areu = MC2* de Gérard Hernandez et Marc Moro, avec les auteurs Sylvie Feit et Stiti, sera donnée au profit de Amnesty International. Le spectacle, c'est Einstein revu et corrigé par Billy the Kid, ou une journée dans la vie de trois enfants qui n'en finissent pas de refaire le monde.

• **LE BRITANNIQUE MIKE HAILWOOD**, ancien champion du monde de motocyclisme, est décédé lundi après-midi, à l'hôpital de Birmingham.

Il avait été grièvement blessé samedi soir, dans une collision entre la voiture qu'il pilotait et un camion. Touché à la tête, Mike Hailwood avait été hospitalisé à Birmingham, où il avait subi une intervention chirurgicale. L'accident a également causé la mort de sa fille, tuée sur le coup, son fils n'étant que légèrement blessé.

Mike Hailwood, quarante et un ans, dix fois champion du monde de moto, avait également pratiqué la compétition automobile.

La fièvre aphteuse a atteint l'Angleterre

Le vent et les mouettes au banc des accusés

L'EPIZOOTIE de fièvre aphteuse semble maintenant contrôlée dans l'ouest de la France : aucun foyer nouveau n'a été déclaré dans les Côtes-du-Nord ni dans la Manche, où une seule ferme a été touchée, à Barneville-Carteret. Cependant, afin d'éviter tout risque d'extension ultérieure, il a été décidé d'interdire pour l'instant toutes les réunions, foires, marchés et rassemblements dans le Nord-Cotentin.

En revanche, après les îles de Jersey et de Wight, l'épizootie paraît gagner la Grande-Bretagne, où elle a fait son apparition dans le sud du pays. Un véritable climat de psychose s'est installé dans l'île, où les services sanitaires redoutent une extension du mal par l'intermédiaire des daims, qui sont nombreux dans les forêts du sud de l'Angleterre. Cependant, les responsables estiment que la menace a été circonscrite. Un véritable cordon de sécurité a été mis en place autour de la région touchée, où près de quatre cents animaux (surtout des porcs) ont déjà été abattus. Le virus, qui est le même que celui qui a frappé la Bretagne, pourrait avoir été transmis par le vent et les mouettes.

• **Un meurtrier acquitté** par le Tribunal de grande instance de Saintes (Charente-Maritime). Commerçant, Bernard Mangon avait tué un cambrioleur le 16 septembre 1979. Les deux complices de ce dernier, en revanche, ont été condamnés à dix-huit mois d'emprisonnement dont six avec sursis.

• **49 % des Français** donnent la priorité à la sécurité et 45 % au changement (c'est ce qui ressort d'un sondage réalisé du 7 au 10 mars par la SOFRES, sur un échantillon de 1 000 personnes de plus de dix-huit ans).

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
« *COMBAT SOCIALISTE* », 5 jours
« *L'UNITÉ* », hebdomadaire, le 6e jour

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....